

L'ex-bloquiste Ghislain Lebel, nouveau candidat à la direction du PQ

Page A 3



Parti Q



Jakarta et les rebelles d'Aceh font la paix après 30 ans de conflit

Page A 5

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVI N° 184

LE MARDI 16 AOÛT 2005

87c + TAXES = 1\$



Ligne de piquetage devant les bureaux de Radio-Canada/CBC à Toronto. Un troisième lock-out en six ans.

Le conflit à la SRC s'annonce long et difficile

Les syndiqués au Québec redoutent un affrontement similaire à l'échéance de leur contrat en 2006

PAUL CAUCHON

Présenté par les syndiqués comme le plus grand arrêt de travail de l'histoire de Radio-Canada/CBC, le lock-out décrété dimanche soir par l'entreprise pourrait aussi se reproduire au Québec l'année prochaine.

«Notre contrat se termine en 2006, et si la Guilde canadienne des médias ne résiste pas aux actuelles demandes de Radio-Canada, ces mêmes demandes nous seront imposées l'année prochaine, avec ce que ça implique de grève possible et de lock-out», déclare Robert Fontaine, président du Syndicat des communications qui regroupe les syndiqués du Québec.

Le conflit actuel touche les 5500 employés radio-canadiens de la Guilde canadienne des médias du Canada, ce qui exclut les employés du Québec et des Maritimes, qui sont environ 1400 regroupés au sein du Syndicat des communications de Radio-Canada.

L'impact du conflit sur la programmation est majeur à l'extérieur du Québec, mais il est visible aussi au Québec. Les correspondants parlementaires à Ottawa sont silencieux depuis hier ainsi que les

VOIR PAGE A 8: LOCK-OUT

«La politique, ce n'est rien»

L'essence du mouvement citoyen, «c'est la ténacité, la persévérance», dit Ralph Nader au Devoir

ALEC CASTONGUAY

À l'autre bout du fil, en direct du Connecticut, la voix qui résonne est calme et posée, avec ce timbre grave qui donne à Ralph Nader une prestance à l'allure présidentielle, maintenant bien connue du public américain après trois courses à la Maison-Blanche (1996, 2000, 2004). Mais les paroles, tranchantes, n'ont rien de politiquement correct. Les mots tombent comme une tonne de briques, à cent lieues des discours soignés et préfabriqués des faiseurs d'images utilisés par les politiciens de carrière.



Ralph Nader

Sans détour, Ralph Nader soutient que la politique n'est pas nécessairement le meilleur moyen de changer les choses et de brasser la cage de la société. Venant d'un homme qui a participé à trois élections américaines consécutives, dont deux sous la bannière du Parti vert, cela a de quoi surprendre. «La politique, ce n'est rien, a-t-il lancé au Devoir de sa résidence du Connecticut, il y a quelques jours. Pour que la politique existe, il faut des gens qui s'impliquent partout dans la société. En tant que citoyen, on peut faire beaucoup plus, notamment en influençant nos élus. En faisant pression sur eux pour que ça bouge. La politique, c'est un instrument.»

C'est d'ailleurs une partie du message qu'il vient porter à Montréal, où il sera conférencier demain soir dans le cadre du Festival citoyen de l'Institut du nouveau monde (INM).

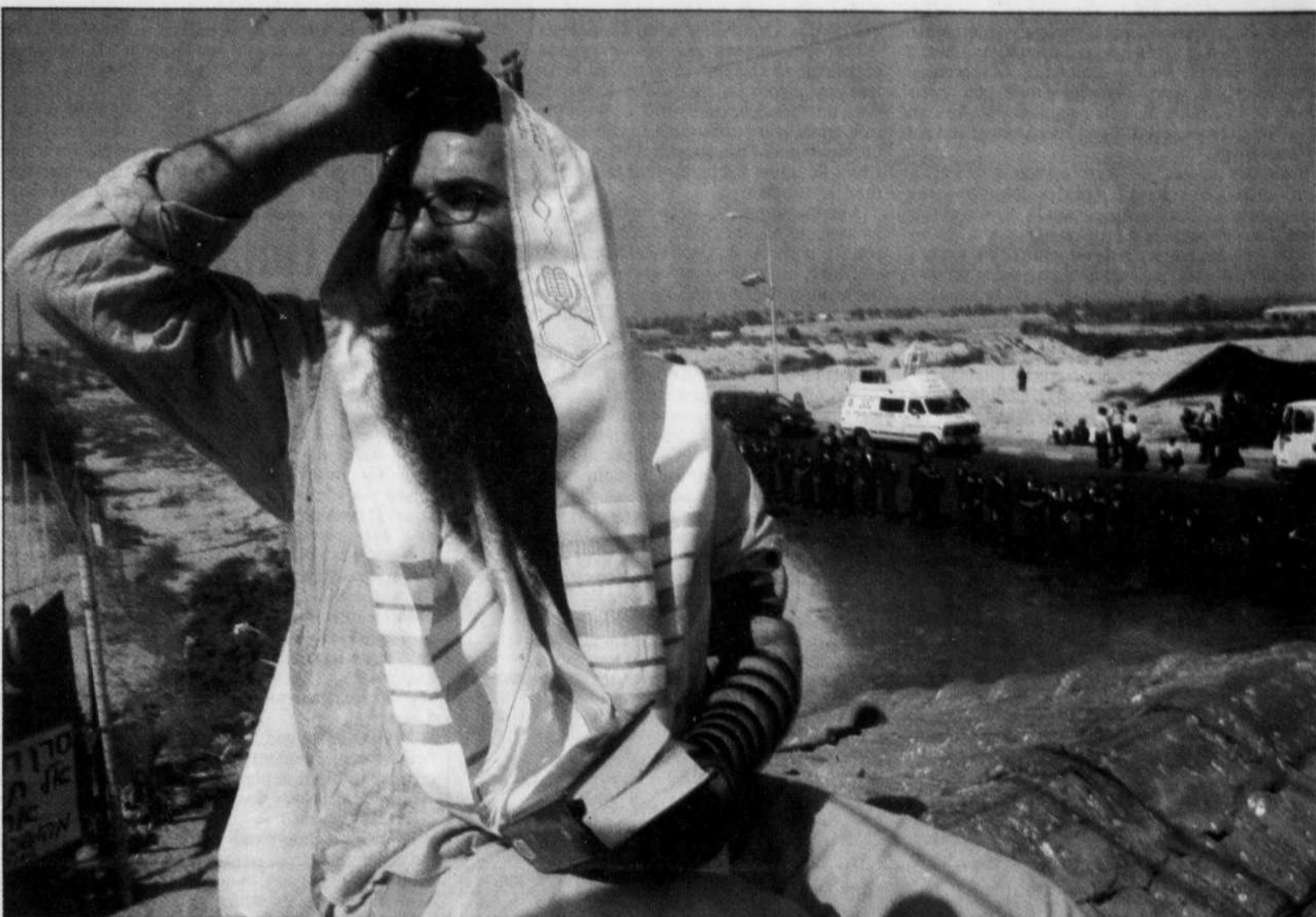
VOIR PAGE A 8: NADER

INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics.....	B 5	Météo.....	B 5
Culture.....	B 8	Monde.....	A 5
Décès.....	B 4	Mots croisés.....	B 4
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

Entre résistance et résignation

Le retrait de Gaza: douloureux mais essentiel, dit Sharon aux colons



RONEN ZVULUN REUTERS

Après 38 ans d'occupation, Israël a entamé hier le processus d'évacuation de la bande de Gaza. Le désengagement historique se heurte à une vive résistance, les soldats israéliens butant sur des chaînes humaines, des portes fermées et des pneus en flammes. Ce résistant juif est assis sur un toit dans la colonie de peuplement de Neve Dekalim, dont les habitants ont fermé les barrières pour tenter d'empêcher les forces israéliennes de venir y distribuer les avis d'expulsion.

Le désengagement à peine amorcé dans la bande de Gaza, Israël réitère sa ferme intention de conserver l'essentiel de ses colonies en Cisjordanie

Israël a formellement ordonné hier aux colons juifs de quitter la bande de Gaza et a évacué deux colonies isolées en Cisjordanie au premier jour d'application d'un plan de retrait sans précédent depuis l'occupation des territoires palestiniens en 1967.

Quelques heures après le début des opérations de retrait de la bande de Gaza, Israël a cependant clairement signifié son intention de conserver six blocs de colonisation en Cisjordanie quelle que soit l'issue de négociations avec les Palestiniens.

Dans un discours à la nation, le premier ministre israélien Ariel Sharon a appelé les Palestiniens «à combattre le terrorisme» pour permettre la tenue de négociations de paix après le retrait de la bande de Gaza, qualifié d'important et his-

torique par le leader palestinien Mahmoud Abbas. Selon le ministre de la Défense, Shaul Mofaz, environ 300 des 1500 familles de colons ont évacué la bande de Gaza après avoir reçu les avis d'expulsion. Mais ses conseillers pensent que la moitié des 9000 colons n'auront pas bougé d'ici à demain.

D'après d'autres responsables israéliens, 66 % des familles israéliennes de la bande de Gaza ont d'ores et déjà accepté les compensations financières prévues en échange de l'évacuation. Les colons qui refusent d'évacuer pourraient perdre un tiers de ces indemnités, qui vont de 150 000 à 400 000 dollars par famille.

Dans son discours, Ariel Sharon a déclaré que «les Palestiniens doivent lutter contre les organisations ter-

roristes, les démanteler et les désarmer afin de permettre la tenue de négociations de paix, après l'application du plan de désengagement», a affirmé M. Sharon dans ce discours radiotélévisé.

«Le monde attend la réponse des Palestiniens, une main offerte à la paix ou le feu du terrorisme. À une main offrant la paix, nous répondrons avec une branche d'olivier. Mais s'ils choisissent le feu, nous répondrons par le feu, plus sévèrement que jamais», a ajouté M. Sharon.

M. Abbas a pour sa part affirmé à Gaza que le retrait israélien constituait un pas important et historique. «Les retraits ne doivent pas avoir lieu à Gaza seulement, mais aussi en Cisjordanie.»

VOIR PAGE A 8: GAZA

■ Lire aussi l'éditorial de Serge Truffaut en page A 6: Le maître de Gaza

LA CHINE EN TRAIN (1)

Chez les indépendantistes ouïgours

Parti de l'ouest extrême du pays, aux confins des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, le correspondant du Monde a traversé la Chine à rebours, 5000 kilomètres de train jusqu'à la mer. Première étape: le Xinjiang.

BRUNO PHILIP

Pour une fois, abordons la Chine par l'envers de son décor; par ce qui ne lui ressemble guère et vous prend par surprise un soir d'été, quand la tempête de sable efface ciel et désert dans le fondu déchainé d'un film en gris et blanc. Voici que s'approche l'occident extrême de l'empire: juste avant d'atterrir sur la piste aux contours vagues de l'aéroport de Kachgar, les repères se sont brouillés, comme si l'arrivée dans un monde flou anticipait la différence.

Près de six heures d'avion avec escale depuis Pékin: le survol de l'immensité a servi de mise en jambes aérienne à un périple que l'on a décidé de commencer à rebours pour rejoindre Shanghai en train.

Xinjiang ou la «nouvelle frontière». La province où débute ce voyage avait été ainsi baptisée par les empereurs mandchous de la dynastie Qing (1644-1911), la dernière à avoir régné sur la Chine. Techniquement, on ne peut que leur donner raison: on est ici au bord de l'empire du Milieu.

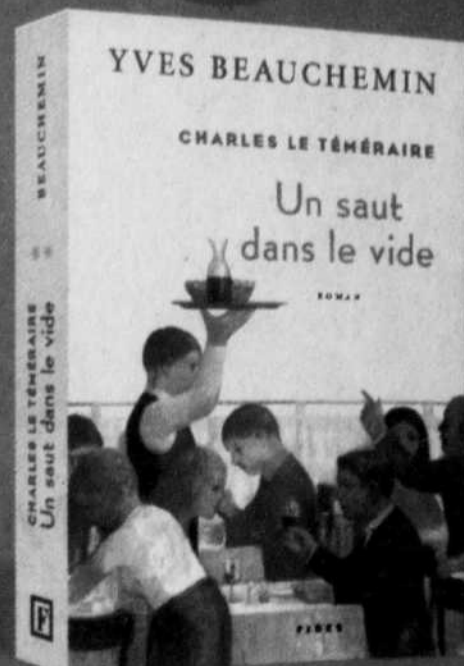
VOIR PAGE A 8: OUIGOURS



ROBERT J. SAIGET AGENCE FRANCE-PRESSE

Tranche de vie dans la vieille ville de Kachgar, capitale du Xinjiang.

Le roman de l'été



Charles le téméraire
Un saut dans le vide

Yves Beauchemin

416 pages • 24,95 \$

www.editionsfides.com



FIDES

• LES ACTUALITÉS •

Dons retenus à la source: les fonctionnaires voteront

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Incapable de trancher entre les arguments de Centraide, qui désire le maintien de son droit exclusif à la retenue à la source auprès des employés de l'État, et ceux de la Croix-Rouge et de Partenaire santé, qui demandent la fin de ce monopole, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale entreprendra dès demain une consultation en ligne afin de tâter le pouls des donateurs concernés a appris *Le Devoir*.

Ce coup de sonde n'empêchera pas le statu quo d'être maintenu pour la campagne automnale de 2005, a toutefois déclaré le ministre Michelle Courchesne, une décision qui va à l'encontre des recommandations émises en juin dernier par le comité ministériel chargé d'étudier ce dossier. Dans un rapport préliminaire, celui-ci en effet avait plutôt suggéré d'accorder la retenue à la source aux quelque 16 000 organismes de bienfaisance enregistrés au Québec.

Adopté discrètement le 23 juin dernier par le conseil des ministres, le présent décret permet au gouvernement Charest de se retirer en douceur d'un dossier devenu passablement explosif. Bénévole depuis sept ans à la Croix-Rouge, l'épouse du premier ministre, Michelle Dionne, avait en effet été accusée d'avoir exercé des pressions afin de mettre fin au monopole de Centraide, allégations qui avaient alors été niées vigoureusement tant par Jean Charest que par la Croix-Rouge.

Invoquant un souci de «transparence» et «d'équité», la ministre Courchesne a plutôt opté pour une consultation en ligne, s'épargnant la responsabilité d'une décision appelée à être longuement débattue. Dès demain, les employés de secteurs public et parapublic auront jusqu'au 2 septembre pour se prononcer sur l'ouverture ou non de l'accès à la retenue à la source à plus d'un organisme de bienfaisance au www.retenuesource.gouv.qc.ca.

Pas question toutefois pour le ministre de prendre position dans ce délicat dossier, a précisé hier son responsable des relations aux médias, Claude Morin. «Nous avons installé 2500 affiches informant les gens des enjeux et nous allons également joindre un papillon informatif au chèque de paie de jeudi invitant les gens à se prononcer.» Le fruit de cette enquête sera analysé de pair avec les conclusions d'un sondage téléphonique mené entre le 28 juillet et le 7 août. Hier, il a été impossible d'obtenir des détails sur la teneur des résultats obtenus lors de ce sondage.

Ces différents coups de sonde alimenteront la réflexion du gouvernement, et la ministre Courchesne devrait être en mesure de trancher un peu plus tard

cet automne, a-t-on indiqué hier. Suivant le désir de celle-ci, la consultation se fera «tant en milieu urbain qu'en région afin de prendre en compte les réalités de chacune d'elles dans le processus décisionnel».

Un pas dans la bonne direction

L'annonce de la consultation a été accueillie d'un bon œil par la Croix-Rouge qui y voit «un pas dans la bonne direction». Il faut dire que l'organisme a déjà un pied dans la place depuis dix ans, fait valoir sa directrice des communications, Myriam Marotte. «C'est avant tout une question de "technicalités", les employés des secteurs public et parapublic donnent déjà à la Croix-Rouge, on veut simplement leur offrir de le faire via la retenue à la source s'ils le désirent.»

C'est que ce détail technique peut rapporter gros. Les donateurs donnent plus quand ils peuvent le faire par paiement préautorisé. «On sait que les donateurs nous donnent le double de ce qu'ils donnent habituellement s'ils peuvent le faire par paiement préautorisé sur leur paie», avait expliqué le directeur général de la Croix-Rouge au Québec, Conrad Sauvé, alors que la crise battait son plein en juin dernier.

Les fonctionnaires ne font pas exception à la règle et pourraient s'avérer une appréciable source de financement pour les organismes de bienfaisance. En effet, un travailleur sur deux dans le secteur public et trois travailleurs sur quatre dans le secteur parapublic ne donnent pas à Centraide, un marché que la Croix-Rouge et Partenaire santé estiment être en droit de courtiser.

Tous ces arguments en faveur d'une ouverture n'ont toutefois pas su écarter les craintes de la présidente-directrice générale de Centraide, Michèle Thibodeau-DeGuire, qui estime que son organisme pourrait perdre jusqu'à quatre millions de dollars avec la fin de cette exclusivité. Hier, personne à Centraide n'a été en mesure de commenter la décision du gouvernement de se prêter à une consultation publique pour décider du sort de son monopole qui tient depuis maintenant 30 ans. On a toutefois précisé que l'organisme n'allait pas s'immiscer dans ce processus.

Rappelons que le comité interministériel avait balayé les craintes de Mme Thibodeau-DeGuire en citant l'exemple de la fonction publique au fédéral, qui, en 1997, avait mis fin à son exclusivité avec Centraide. Contrairement à ce que prétend Mme De Guise, les sommes totales amassées au fédéral depuis l'inclusion de Partenaire santé auraient augmenté de 85 % et le don moyen se serait accru de 42 \$.

Le Devoir

MONTRÉAL

Un laboratoire vert dans le quartier Milton-Parc

FRÉDÉRIQUE DOYON

La démocratie participative a la cote. On apprenait récemment qu'un Forum social québécois, de type Porto Alegre, allait voir le jour en mai prochain. Et voici que les citoyens du quartier Milton-Parc de l'arrondissement de Ville-Marie s'apprentent à se doter d'un plan d'action vert.

Le Laboratoire de développement durable invite les citoyens à se pencher sur les questions de transport, de gestion de l'eau, de l'énergie et des matières résiduelles.

«On veut que ce soit le citoyen qui décide du projet, qu'il détermine lui-même les besoins du quartier», explique Céline Martin, coordonnatrice au Centre d'écologie urbaine à qui l'on doit l'initiative du projet, lancée il y a un an. L'organisme, qui sensibilise la population à toutes sortes de questions urbaines propres à Montréal, avait notamment réalisé un Plan d'urbanisme pour les nuis, vulgarisant le véritable plan de la métropole afin que les citoyens puissent se l'approprier.

Le volet transport est déjà en bonne voie. L'organisme a retenu les services d'une consultante pour mener une recherche préliminaire et qui collabore avec un comité formé de 14 citoyens qui ont répondu à l'invitation lancée auprès des principaux acteurs du quartier — coopératives. «On a étudié les alternatives en transport durable à l'étranger et on regarde ce qui est applicable sur le quartier», explique Mme Martin.

On envisage notamment la piétonisation éventuelle de la rue Milton. L'organisme ne se laisse pas intimider par la difficulté de concrétiser ce genre d'initiatives — comme celle de l'Avenue verte avenue du Mont-Royal. «Il y a plusieurs petites choses qui peuvent être faites sans que ça change radicalement les rues», fait valoir la coordonnatrice, qui cite les exemples plus simples d'un aménagement paysager modifié et d'une signalisation qui sensibilise les automobilistes au fait qu'ils entrent dans un quartier résidentiel.

La recherche doit se conclure fin août. Le comité de citoyens

émettra ses recommandations et ouvrira la voie vers une consultation publique en bonne et due forme à l'automne, afin de faire des propositions à l'arrondissement et à la Ville. Le même processus s'enclenchera pour les trois autres volets du Laboratoire. «Ça s'inspire de l'Agenda 21», indique Mme Martin, soulignant la filiation avec le plan d'action orienté vers le développement durable adopté par les pays signataires de la Déclaration de Rio de Janeiro en 1992.

L'arrondissement Ville-Marie et le service de transport de la Ville qui s'attelle actuellement au réaménagement de l'échangeur des Pins sont partenaires du projet vert des citoyens de Milton-Parc. Le Centre d'écologie urbaine a pu le mettre en œuvre grâce à une subvention de la Fédération des municipalités canadiennes Fonds municipaux verts, qui cherche à encourager la collaboration entre les groupes environnementaux, les municipalités et les citoyens.

Le Devoir

Bataille contre la fermeture du centre de tri de Québec

Québec — La FTQ promet une bataille en règle contre la perte de 300 emplois à Québec, chez Postes Canada. «C'est une décision injuste et absurde, un méchant coup de cochon», a commenté hier le président de la FTQ, Henri Massé, lors d'une conférence de presse.

La Société canadienne des postes a annoncé, en juillet, la fermeture d'ici deux ans de son Centre de tri de Québec, ce qui amènera la perte de 300 emplois et le déménagement des activités à Montréal.

La FTQ et le Syndicat des postiers ont conjointement mis en place un plan d'action pour contrer «le démantèlement» des services de Postes Canada.

Ce plan comprend une pétition qui circulera au Québec et que les syndiqués et la population en général seront invités à signer.

De plus, une vaste campagne d'information sera entreprise auprès des députés tant de la Chambre des communes que de l'Assemblée nationale pour solliciter

leur appui dans ce dossier et réclamer le maintien d'un service postal de qualité.

Pour sa part, le président de la FTQ Henri Massé a rappelé que le transfert du service de tri à Montréal aurait des conséquences lourdes pour les entreprises et les citoyens de Québec.

Une lettre destinée à un correspondant de la Vieille Capitale et qui était trise à Québec devra maintenant être transportée et traitée à Montréal, puis renvoyée à Québec, a expliqué M. Massé. Comme la loi donne à la Société canadienne des postes un délai de deux jours pour la livraison du courrier, on peut aisément prévoir que ce délai ne sera pas respecté et que la qualité du service postal va baisser.

Le président de la FTQ dénonce le fait qu'on a profité des vacances d'été pour faire l'annonce, en voulant profiter du calme de la période estivale pour diminuer l'impact de cette mauvaise nouvelle.

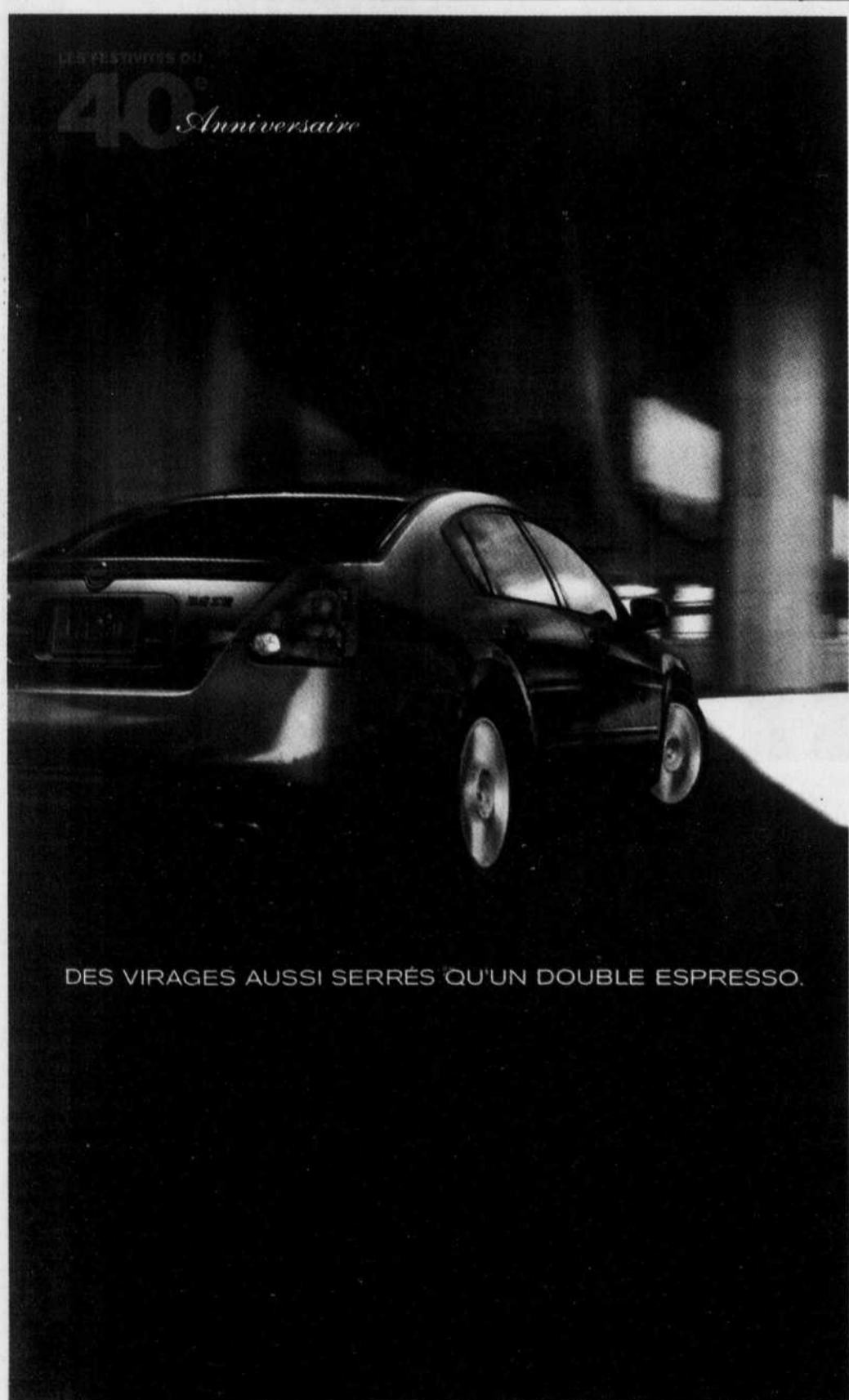
Presse canadienne

EN BREF

Agent Orange: Ottawa réclamera des preuves

Fredericton — Le gouvernement fédéral a fait savoir hier qu'il n'accepterait aucune réclamation à la suite de l'utilisation de l'agent Orange au Nouveau-Brunswick, à moins que celle-ci ne soit appuyée par des preuves solides. Selon une porte-parole du ministère des Anciens Combattants, Janice Summerby, le fédéral a reçu jusqu'à présent 688 demandes d'indemnisation de personnes affirmant que leur santé a été altérée par l'usage du fameux défoliant sur la base des Forces armées canadiennes de Gettown, dans les années 1960.

«Nous étudions les plaintes reçues en tenant compte d'une exposition au produit assez importante pour causer des problèmes», a précisé Mme Summerby. Plusieurs personnes qui se disent victimes de l'agent Orange ont intenté un recours collectif contre le gouvernement fédéral. Les requérants exigent l'établissement d'un fonds en fidéicommis de 500 millions de dollars pour les victimes et leurs familles et un montant forfaitaire de 75 000 \$ pour chaque victime. — PC



DES VIRAGES AUSSI SERRÉS QU'UN DOUBLE ESPRESSO.

MAXIMA

• Moteur V6 primé 3.5 litres 24 soupapes à DACT de 265 chevaux • Sièges et volant chauffants
• Sonorisation numérique Bose AM/FM/CD et 8 haut-parleurs • Toit panoramique vitré SkyView™
• Jantes en alliage de 18 po • Siège du conducteur à huit réglages électriques

LOCATION À PARTIR DE 397\$/MOIS* 2 VERSEMENTS PAYÉS* 0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Pour un temps limité, 0 \$ de dépôt de sécurité sur tout véhicule Nissan neuf 2005. Deux mensualités, toutes taxes incluses, sera acquittée pour vous par Nissan Canada à la location de modèles neufs et de démonstration pour un terme de 48 mois. Le premier versement client est exigible 60 jours après la date de signature du contrat de location. Cette offre ne peut s'appliquer sur les locations pré-acquies. Un rabais équivalent au coût d'une mensualité basé sur les termes d'achat mentionnés (toutes taxes incluses) sera accordé au client désignant un terme incoûteux. Location de 48 mois pour la Maxima SE 2005 (U4SG27S AE10) mensualité de 397 \$ avec acompte ou échange équivalent de 4995 \$. Frais de transport, de pré-délivrance et frais du concessionnaire compris. Limite de 24 000 km par année avec 0.10 \$/km extra. Sur approbation du crédit. * 1. Assistance routière 24 h. Jantes, immatriculation, assurances, obligations sur pneus neufs, frais d'arrangement RDPRM et en tas. Le concessionnaire peut devoir commander ou décharger un véhicule. Les offres sont exclues et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre. Les offres sont d'une durée limitée et peuvent faire l'objet de changement sans préavis. Les concessionnaires peuvent louer à prix moindre. Offres disponibles uniquement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques et slogans de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co Ltd. et/ou ses filiales nord-américaines.

nissan.ca 1 800 387-0122

OGILVY

DERNIERS
JOURS

solde estival

jusqu'à 70% de réduction

aucun ajustement de prix sur achats antérieurs

1307, rue Ste-Catherine Ouest tél. : 514.842.7711 www.ogilvycanada.com

POLITIQUE



L'ex-bloquiste Ghislain Lebel a annoncé hier avoir récolté les 1000 signatures nécessaires à sa candidature.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Ghislain Lebel devient candidat officiel à la chefferie du PQ

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Une surprise dans la course à la direction du Parti québécois (PQ): l'ancien député bloquiste Ghislain Lebel, qui avait annoncé sobriement son intention de briguer la succession de Bernard Landry, a réussi sans tambour ni trompette à récolter les 1000 signatures nécessaires pour être candidat officiel. Après les vérifications d'usage, il deviendra le quatrième prétendant officiellement en liste, après Louis Bernard, Richard Legendre et André Boisclair. Pauline Marois suivra demain.

Selon son équipe de campagne, M. Lebel a récolté plus de 1200 signatures dans 105 circonscriptions (au lieu du minimum de 40 obligatoires). Souvent présenté comme un pur et dur — «je ne suis ni pur et dur, ni impur et mou», a-t-il dit hier—, ou encore comme un «nationaliste orthodoxe», Ghislain Lebel est conscient de ses faibles chances de remporter la course à la chefferie, considérant l'avance actuelle de M. Boisclair et le nombre élevé de candidats. Mais il tient à la faire pour participer au débat d'idées. Il juge lui-même son succès à recueillir les signatures nécessaires comme étant «imprévu» et «surprenant» pour un «outsider» comme lui.

«C'est sûr que [je suis là] pour un combat d'idées» a-t-il dit lors du dépôt des appuis récoltés au siège social du PQ. Il ne veut pas «que la course [soit seulement] un concours de personnalité». Selon M. Lebel, une course à la chefferie est plutôt l'occasion «de mettre les dogmes sur la table» et de les remettre en question. «Ça fait 25 ans qu'on n'a pas eu à débattre de ces choses-là. Là, on a la chance de discuter de questions de fond et de principes.» À titre d'exemple de dossiers qu'il aimerait voir discuter au sein du PQ, il mentionne notamment la question de la place du privé dans le système de santé québécois.

Habitué des controverses, Ghislain Lebel affirme ne pas être dans la course «pour varloper les autres». Je suis là pour faire valoir des choses». Sur ses adversaires déclarés, il dit qu'il s'agit «de gens charmants et valables, sans exception. Mais ceux qui ont occupé des ministères n'ont jamais brisé de colliers pour faire avancer notre cause. Ils n'avaient peut-être pas les idées franches», dit-il, mais selon lui, le PQ s'est «enfermé dans la gestion provincialiste et [a peut-être] oublié la base de son existence», la souveraineté.

Élection référendaire

À ce sujet, M. Lebel dit être contre l'idée d'une élec-

tion référendaire. Mais il faut agir rapidement, indique l'homme de 59 ans. «Arrêtons de consulter les sondages comme les Grecs consultaient les oracles, arrêtons d'attendre une pluie de conditions gagnantes. J'ai l'impression que notre cause stagne.»

Elu député du Bloc québécois dans Chambly en 1993, M. Lebel avait claqué la porte du parti en août 2002 pour terminer son mandat comme indépendant. Le geste faisait suite à la commotion qu'il avait causée dans le mouvement souverainiste en dénonçant haut et fort l'Approche commune, l'entente négociée avec les Innus (par Louis Bernard, d'ailleurs). M. Lebel avait à ce moment accusé Bernard Landry de «trahison», et il avait refusé de s'excuser, ce qui a mené à son expulsion-démission.

Natif de la Gaspésie, M. Lebel a exercé divers métiers avant de se tourner vers le droit et le notariat. Il milite au sein du mouvement souverainiste depuis l'époque du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) de Pierre Bourgault. L'ancien bloquiste ne s'est pas présenté aux dernières élections fédérales, préférant offrir son appui à un candidat... conservateur.

Le Devoir

Jean Charest au Devoir

«On a des responsabilités beaucoup plus importantes que le fédéral»

ANTOINE ROBITAILLE

Banff — Le fédéral est dans le «policy making» abstrait alors que le Québec a les mains directement dans les «opérations» quotidiennes concrètes, a fait valoir le premier ministre du Québec Jean Charest, vendredi, lors d'un entretien avec *Le Devoir*, peu après la fin de la réunion du Conseil de la fédération (CdF), à Banff.

Certes, il était enchanté d'avoir obtenu ce qu'on aurait pu qualifier de «happy ending à la canadienne», soit un consensus des provinces pour réclamer du fédéral de rehausser sa part de financement de 1994-95 en éducation (ce qui signifierait au moins 2,2 milliards de plus pour les provinces et quelque 700 millions de plus pour le Québec). Mais il s'est montré déçu de l'attitude du fédéral, qui a fermé la porte, le jour même, et à une conférence fédérale provinciale, et à un réinvestissement immédiat en éducation. L'homme n'était toutefois pas surpris et dit avec une certaine candeur: «J'y ai été au fédéral, moi. Dans ces dossiers-là, le fédéral ouvre toujours avec "non" comme première réponse. Ça a été comme ça en santé. Ça a toujours été comme ça. Alors, je ne suis pas surpris.»

Pour percer ce mur du refus de ce fédéral aux poches pleines de surplus (lesquels pourraient être davantage autour de huit milliards de dollars en 2005 et non cinq, tel

que projeté), pour le contraindre à «faire sa part», le premier ministre compte sur une série d'événements que le CdF organisera cet automne: une rencontre des ministres des finances et de l'éducation des provinces et territoires à Québec début octobre, suivie d'un sommet pancanadien de tous les intervenants en matière d'éducation, fin octobre, dont le lieu n'a pas encore été déterminé — «on a évoqué la possibilité d'aller à Ottawa», dit-il. Ensuite, le fédéral devrait accepter de tenir une conférence fédérale-provinciale.

«Comme un couple...»

Le déséquilibre fiscal fait beaucoup de tort au Québec, a aussi dit Jean Charest. «C'est comme un couple où chacun gagne 50 000 \$. Il y en a un qui dit à l'autre: "toi tu vas payer l'éducation, la santé, le transport, le chauffage de la maison, la garderie pour le plus jeune et les frais de scolarité pour le plus vieux. De mon côté, je vais prendre le compte de téléphone, le câble et la sécurité de la maison, point". Pour illustrer le propos, j'ai fait sortir les chiffres sur nos dépenses respectives.» M. Charest présente alors un petit graphique: «Voilà: 74 % de nos dépenses, c'est pour les opérations: les salaires, l'immobilisation, les fournitures. Au fédéral, c'est exactement l'inverse: c'est 33 %. Le budget fédéral, c'est 67 %, de transferts. Nous, en transferts, on est seulement à 26 %.»



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jean Charest

Mais que disent tous ces chiffres, exactement? «Comme les autres gouvernements provinciaux, nous, on est dans les opérations de tous les jours: c'est-à-dire les services en éducation, en santé, en aide sociale. C'est ça notre mandat. Le fédéral, lui, n'est pas là du tout. C'est ce qui explique le déséquilibre fiscal. On a beau avoir accès aux mêmes sources de revenus, on a des responsabilités beaucoup plus importantes que le fédéral.»

Stratégie «nationale»?

Par ailleurs, pour obtenir son consensus la semaine dernière, Jean Charest a dû accepter

qu'une future conférence fédérale-provinciale sur l'éducation ait pour objectif de définir «une stratégie pancanadienne d'éducation et de formation professionnelle». Stratégie «nationale», donc. Cela ne rappelle-t-il pas la notion honnie de «normes nationales»? L'éducation n'est-elle pas de compétence provinciale? «Raison de plus pour moi de coprésider le sommet d'octobre», répond Jean Charest. «Ça va être très clair qu'au Québec on est très ferme sur la question des compétences, et tout le monde est d'accord», dit-il, prenant soudainement un air déterminé. Il soutient ensuite que le «fédéralisme asymétrique» nous permet d'avoir bon espoir que tout se fasse «dans le respect des compétences québécoises». Selon lui, «c'est le propre du système fédéral qu'on puisse reconnaître les réalités de chacune des régions». En revanche, à ses dires, collaborer avec les provinces et le fédéral en matière d'éducation peut profiter aux Québécois: «Moi je veux que les diplômés québécois puissent se faire reconnaître à l'extérieur du Québec et je veux qu'on puisse reconnaître les compétences qui proviennent de l'extérieur et qui arrivent chez nous», dit le premier ministre.

«Chose certaine, ça va être un automne de débat en matière d'éducation», dit-il, avec le sourire, avant de congédier le journaliste.

Le Devoir

Couple Jean-Lafond: Le Québécois en remet

SYLVAIN LAROCQUE

Ottawa — Des souverainistes «purs et durs» continuent de remettre en question le passé de la gouverneure générale désignée, Michaëlle Jean, et de son conjoint, Jean-Daniel Lafond.

Hier, le journal *Le Québécois* a attiré l'attention sur un livre dans lequel l'ancienne animatrice affirmait que «l'indépendance, ça ne se donne pas, ça se prend».

Dans *La Manière noire ou Aimé Césaire, chemin faisant: genèse d'un film*, paru en 1993 aux éditions de l'Hexagone et qui se fonde sur le documentaire du même nom, M. Lafond s'affirme sans ambages en faveur de l'indépendance du Québec. «Alors, un Québec souverain? Un Québec indépendant? Oui, et j'applaudis des deux mains et je promets d'être de tous les défilés de toutes les Saint-Jean», écrivait le cinéaste dans le livre. «Un discours plus ou moins essoufflé sur le nationalisme québécois ne pourra plus faire illusion et masquer le véritable enjeu de l'indépendance qui est, non plus d'assurer la survie identitaire d'une société, mais bien d'assurer son affirmation et son accomplissement dans le monde contemporain», ajoutait Jean-Daniel Lafond.

Dans le film, on pouvait notamment voir des extraits d'une rencontre baptisée «Assemblée du Quai des brumes», à laquelle participait Mme Jean, le défunt poète Gérard Godin, un cofondateur du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), Yves Préfontaine, l'ex-felquiste Pierre Vallières, le romancier Dany Laferrière, la militante souverainiste Andrée Ferretti et le poète indépendantiste Paul Chamberland.

Au début de la scène, les invités portent, à l'initiative de M. Chamberland, un toast «à l'indépendance» et «aux indépendances», auquel Michaëlle Jean répond «au retour du poète» (Aimé Césaire) et «c'est fini, les petits peuples». Dans une scène subséquente, M. Vallières lance: «Non seulement la Martinique doit aller à l'indépendance, mais à la révolution, comme le Québec aussi». A cela, Mme Jean réplique: «Oui, l'indépendance, ça ne se donne pas, ça se prend».

Il est difficile de se faire une idée du sens de ces propos, qui ont été tenus il y a plus de quatorze ans dans un contexte particulier, celui du tournage d'un film. Cela n'empêche pas *Le Québécois* de soutenir, dans un communiqué: «Il est maintenant clair que c'est le couple qui a longtemps entretenu des relations felquistes et indépendantistes, et pas seulement Jean-Daniel Lafond.»

Au cabinet du premier ministre Paul Martin, on continue de défendre la nomination de Michaëlle Jean.

Presse canadienne

ROLEX
Cosmograph Daytona
Or jaune 18 carats

Bijouterie Gambard
Vente et service technique
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL
(514) 866-3876

S'OUVRIER AUX IDÉES

Reconnu comme un moteur de développement économique de premier plan, l'aluminium ouvre des horizons prometteurs par ses applications multiples. Recyclable à l'infini, l'aluminium sait faire briller le Québec à la grandeur du globe.

L'avenir s' imagine en aluminium. www.aac.aluminium.qc.ca

• LES ACTUALITÉS •

EN BREF



DAVIS BEBBER REUTERS

La fumée secondaire prédispose au tabagisme

Toronto — Les enfants qui absorbent de la nicotine venant de la fumée secondaire à la maison pourraient être physiologiquement prédisposés au tabagisme à l'adolescence, laisse entendre une nouvelle étude réalisée auprès de près de 200 élèves d'écoles mont-réalisées. L'étude, dont les résultats sont publiés aujourd'hui dans le *Journal de l'Association médicale canadienne*, révèle que la présence de cotinine, une substance liée à la nicotine, dans la salive des enfants constitue un élément significatif pouvant prédire qu'ils seront des fumeurs à l'adolescence. En fait, les enfants avec un taux de cotinine élevé dans la salive seraient deux fois plus à risque de devenir des fumeurs à l'adolescence, selon l'étude. Les résultats de l'étude ne varient pas selon des facteurs tels que le sexe, le statut socio-économique des parents, le nombre d'adultes fumeurs dans la maison ou la quantité de cigarettes qu'ils fument, a souligné l'auteur principale de l'étude, la D^{re} Margaret Becklake, une spécialiste des poumons et épidémiologiste à l'université McGill. — PC

Paul Martin condamne l'assassinat d'Ouali

Ottawa — Le premier ministre du Canada Paul Martin a condamné hier l'assassinat d'un homme d'affaires irako-canadien, Zaid Mohammad Mir Ouali, tué par ses ravisseurs après avoir été enlevé début août dans sa résidence de Bagdad. «C'est avec une profonde tristesse et un sentiment d'horreur que j'ai appris les circonstances de son décès. Le Canada condamne vigoureusement ce crime barbare et entend continuer d'œuvrer aux niveaux bilatéral et multilatéral pour l'instauration d'une démocratie prospère et pacifique en Irak», a déclaré M. Martin, dans un communiqué. Rentré d'exil après la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003, M. Mir Ouali, 32 ans, a été assassiné par ses ravisseurs qui avaient exigé une rançon de 250 000 \$, selon sa famille. Le neveu de M. Mir Ouali avait proposé 200 000 \$US aux ravisseurs, qui ne l'ont pas recontacté. Sans nouvelles, l'homme a alors entamé la tournée des hôpitaux de Bagdad pour faire la macabre découverte du corps de son oncle. Le premier ministre a invité les Canadiens à ne pas se rendre en Irak et ceux qui s'y trouvent à «partir». — AFP

L'acide folique, une protection contre la maladie d'Alzheimer?

L'effet des folates serait nettement plus marqué que celui de la vitamine E

PAULINE GRAVEL

Une nouvelle étude révèle que la consommation d'acide folique, la forme synthétique des folates qui constituent une des formes de la vitamine B présentes dans maints fruits et légumes, diminue significativement le risque de souffrir de la maladie d'Alzheimer.

Les folates sont reconnus pour prévenir les anomalies du système nerveux chez le fœtus ainsi que les maladies cardiaques et les accidents vasculaires cérébraux. Cette fois, l'étude menée par deux chercheuses de l'Institute for Brain Aging and Dementia de l'université de Californie à Irvine qui ont analysé le régime alimentaire (y compris les suppléments alimentaires et la quantité de calories) de 579 personnes âgées de

60 ans et plus pendant sept ans souligne leur effet protecteur sur le cerveau vieillissant.

Parmi 579 volontaires qui ne présentaient aucun signe de démence au début de l'étude, 57 ont développé la maladie d'Alzheimer, sept ans plus tard. Selon les chercheuses, les individus qui avaient ingéré au minimum les doses journalières recommandées de 400 microgrammes de folates voyaient leur risque de souffrir de la maladie d'Alzheimer réduit de 55 % comparativement à ceux dont la consommation de folates n'atteignait pas ces niveaux.

Les chercheuses, Maria Corrada et Claudia Kawas, qui avaient commencé leur étude longitudinale à l'université Johns Hopkins de Baltimore, ont remarqué que les folates avaient un impact nette-

ment plus marqué sur le risque de développer la maladie d'Alzheimer que la vitamine E, dont on célèbre les vertus antioxydantes, et la vitamine B6. De plus, les deux scientifiques n'ont relevé aucune association entre l'ingestion de vitamine C, de caroténoïdes, tels que le bêta-carotène, ou la vitamine B12 et l'occurrence de la maladie dégénérative du cerveau.

Des suppléments

Dans le bilan de l'étude qui fait l'objet d'un article dans la revue *Alzheimer's & Dementia* éditée par *The Journal of the Alzheimer's Association*, on souligne que la plupart des participants ayant bénéficié d'un effet protecteur prenaient toutefois des suppléments d'acide folique, ce qui laisse entendre que maintes personnes ne trouvent pas les

quantités préconisées dans leur alimentation. Bien que les folates abondent dans le foie, les reins, les levures, les fruits, comme les bananes, les oranges et les citrons, les légumes verts, les fèves de Lima, le pain de blé entier, les œufs et le lait, ils sont souvent détruits lors de la cuisson ou de la transformation.

Même si les folates semblent plus bénéfiques que les autres éléments nutritifs étudiés, le message essentiel demeure qu'un régime alimentaire équilibré contribue à réduire le risque de la maladie d'Alzheimer, n'a pas manqué de souligner Maria Corrada, qui a dirigé cette étude. Sa collègue, Claudia Kawas avoue également que d'autres facteurs qui n'ont pas été mesurés dans l'étude peuvent aussi être responsables de la réduction du risque de démence qui

a été observée, puisque les personnes qui absorbaient de fortes doses d'acide folique avaient probablement inclus de bonnes quantités d'autres éléments nutritifs dans leur assiette et qu'elles adoptaient vraisemblablement une bonne hygiène de vie.

Selon *Medical Study News*, les observations relatives dans la présente étude confirment celles relevées récemment par des scientifiques hollandais montrant que les adultes qui avaient consommé chaque jour 800 microgrammes d'acide folique voyaient leurs performances à des tests de mémoire s'améliorer, indiquant par le fait même que les folates pouvaient ralentir le déclin des facultés intellectuelles.

Le Devoir

Délicate enquête après l'accident du Boeing chypriote

ELENA BECATOROS

Athènes — Place au deuil et à l'enquête au lendemain de l'accident de l'avion de ligne chypriote. Les deux boîtes noires de l'appareil qui s'est écrasé dimanche près d'Athènes vont être envoyées en France pour y être lues, dans l'espoir de comprendre les causes du crash qui a provoqué la mort des 115 passagers et des six membres d'équipage.

Une défaillance technique, qui aurait entraîné un problème de dépressurisation, semble à l'origine de cette nouvelle catastrophe aérienne.

La police a perquisitionné aux bureaux de Helios Airways à Larnaca, près de l'aéroport international de Chypre. Aucune interpellation n'a eu lieu, selon Christalla Dimitriou, porte-parole de la police. Un mandat de perquisition avait été délivré pour «obtenir [...] des documents et d'autres preuves qui pourraient être utiles dans une éventuelle enquête criminelle», a déclaré Marios Karoyian, porte-parole de la présidence chypriote.

Lors d'une intervention télévisée, le ministre chypriote des Transports Haris Thrasou a demandé aux anciens passagers d'Helios Airways de contacter les autorités s'ils avaient des renseignements à donner sur des vols passés qui se seraient mal déroulés.

Hier après-midi, trois corps — dont celui du pilote de l'avion, Marten Hans Jurgen, un Allemand âgé de 50 ans — n'avaient toujours pas été retrouvés, ont fait savoir les pompiers. Selon la liste des victimes fournie par le gouvernement chypriote, au moins dix familles avec enfants figurent parmi les morts. Sur les 121 personnes à bord, 12 étaient grecques, une allemande et les autres chypriotes.

Six corps ont été autopsiés, et les examens ont révélé que les personnes étaient en vie au mo-



YIORGOS KARAHALIS REUTERS

Un enquêteur observe la queue de l'avion qui s'est écrasé dimanche près d'Athènes, provoquant la mort de ses 115 passagers et des six membres d'équipage.

ment où l'avion s'est écrasé, a déclaré le coroner d'Athènes Fillippos Koutsafitis. «Je ne peux pas exclure qu'elles aient été inconscientes», a-t-il cependant ajouté.

Le gouvernement chypriote a déclaré trois jours de deuil national, alors que les premières familles des victimes arrivaient dans la capitale grecque pour identifier leurs proches. Tous les drapeaux seront mis en berne aujourd'hui à Athènes, et une période de deuil de 40 jours a été décrétée à Paralymni, ville chypriote de 10 000 habitants qui a perdu 16 des siens dans l'accident.

Le directeur de la commission de la sécurité aérienne grecque Akrivos Tsolakis a précisé hier que les deux boîtes noires, l'une enre-

gistrant les données de l'appareil et l'autre les voix dans le cockpit, allaient être envoyées au Bureau d'enquête et d'accident (BEA) à Paris pour y être décodées.

Les enquêteurs grecs devraient être aidés par des experts américains sur demande des États-Unis, où l'appareil a été construit, a-t-il ajouté.

Air conditionné

Le Boeing 737, qui avait quitté Larnaca (Chypre) pour l'aéroport international d'Athènes, s'est écrasé près de Grammatiko, à 40 km au nord de la capitale grecque.

Les pilotes de l'avion avaient fait part d'un problème d'air conditionné aux contrôleurs aériens chypriotes une demi-heure après le dé-

collage. Quelques minutes après être entré dans l'espace aérien grec, le Boeing 737 a perdu tout contact radio, entraînant le décollage de deux F16 de l'armée de l'air, qui ont pris en chasse l'appareil pour l'intercepter.

Lorsque les deux avions de chasse ont atteint l'appareil à 10 400 mètres d'altitude, les pilotes ont aperçu le copilote de l'avion de ligne effondré sur son siège. Le commandant n'était pas dans le cockpit et des masques à oxygène pendaient dans la cabine, a précisé le porte-parole du gouvernement Theodoros Roussopoulos.

Les deux pilotes des F16 ont également aperçu deux personnes qui tentaient de prendre le contrôle de l'appareil, mais on

ignorait s'il s'agissait de membres d'équipage ou de passagers. L'avion était semble-t-il sur pilote automatique quand il s'est écrasé, a indiqué un porte-parole de la compagnie Helios.

La police grecque a arrêté un homme qui avait affirmé qu'un de ses cousins se trouvait à bord de l'avion et lui avait envoyé un SMS juste avant le crash. «Il m'a dit que les pilotes étaient inconscients [...] Il a dit: "Cousin, je te dis adieu, nous sommes tous gelés"», avait raconté Nektarios-Sotirios Voutas à la télévision grecque. Les autorités ont établi hier que cet homme de 32 ans avait menti et que son cousin ne figurait pas parmi les victimes.

Le faublateur qui habite Thessalonique a été interpellé pour propagation de fausses informations et trouble de l'ordre public. Il devrait être présenté à un juge pour une audience préliminaire aujourd'hui.

En attendant les résultats de l'enquête, une centaine de proches des victimes sont arrivées de Chypre par un vol spécial et conduits en bus à la morgue centrale d'Athènes afin d'identifier les corps.

Le ministre adjoint à la Santé grec Giorgos Constantopoulos a précisé que 21 enfants, et non 48 comme annoncé précédemment, étaient à bord du vol ZUS22. Tous étaient âgés de «quatre ans et plus», a-t-il dit.

Prises en charge par des psychologues, les familles restaient sous le choc du drame. «J'ai perdu mon fils, sa femme et mes trois petits-enfants. Je veux que les responsables de ces ci-metières volants soient punis», a hurlé Anastasios Koudas, un parent endeuillé, à l'aéroport.

À Chypre, les pilotes et équipages d'Helios Airways ont refusé de voler hier après que des passagers ont affirmé que l'avion accidenté avait déjà connu des défaillances techniques.

Associated Press

SAISISSEZ VOTRE CHANCE D'ACCÉDER AU LUXE.
SAISISSEZ UNE EL.

L'ACURA EL TOURING Moteur VTEC™ • Roues en alliage de 15 pouces • Coussins gonflables latéraux
• Toit ouvrant électrique • Groupe électrique • Freins ABS • Régulateur de vitesse • Radio AM/FM, CD,
6 haut-parleurs • Climatiseur automatique sans CFC



ACURA
acura.ca

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
(450) 435-4455
acuraplus.com

GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain E.
Anjou
(514) 354-8811
galeriacura.com

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
(514) 340-1344
lucianiacura.com

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
(450) 659-1616
acurabrossard.com

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
(450) 682-4050
acuralaval.com

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 696-7777
acuragabriel.com

Offres de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarifs mensuels de location-bail d'une durée de 48 mois établis pour l'ACURA EL (modèle E3365) 2005 neuve. Pour l'ACURA EL (modèle E3365) 2005 neuve, un acompte de 2 775 \$ vous donne un versement mensuel de 238 \$ et un total des paiements de 14 195 \$. Taux de location annuel de 2,2 %. Un premier versement est requis et un acompte pourrait être exigé. Allocations de 24 000 km par année (prix de 0,12 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation de 1 250 \$, frais d'inscription au registre des droits personnels et des véhicules, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. *Offre de financement à l'achat d'une durée limitée, établie pour l'ACURA EL (modèle E3365) par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Par exemple, 20 000 \$ à 2,2 %. Paiements mensuels de 455,65 \$ pendant 48 mois. Coût d'emprunt de 911,20 \$. Total des paiements de 20 911,20 \$. Un acompte pourrait être exigé. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Du 3 août au 31 août 2005. Le modèle offert peut différer de la photographie. Les récents diplômés universitaires et collégiens peuvent être admissibles au programme donnant droit à une allocation de 750 \$ sur certains modèles. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

LE MONDE

Soixante ans après sa défaite

Le Japon cherche sa place dans le monde

Tokyo ne parvient pas à se dégager du dilemme de son appartenance ou non à l'Asie

PHILIPPE PONS

Tokyo — «Cette guerre»: c'est ainsi que, dans les discours officiels, est fait référence au conflit qui s'est achevé le 15 août 1945 par la reddition du Japon. Quelle guerre? Celle de la «Grande Asie orientale»? celle de «Quinze ans» qui débuta en Chine en 1937, selon deux expressions employées par les Japonais mais bannies par les Américains en 1945. A moins qu'il ne s'agisse de la «guerre du Pacifique», qui commence avec l'attaque japonaise de Pearl Harbour, en 1941, et dont la terminologie imposée par l'occupant laisse dans l'ombre ce qui l'a précédée?

Le discours officiel nippon ne précise pas. Pas plus, au demeurant, qu'il ne qualifie la manière dont «cette guerre» a pris fin: une elliptique expression fin de la guerre est souvent préférée au mot de défaite. Ces contorsions sémantiques sont révélatrices des ambiguïtés de la vision officielle du passé entretenue par un Japon qui, 60 ans après sa reddition, est toujours en quête d'une identité autonome sur la scène mondiale.

Ces ambiguïtés sur la perception du passé alimentent un néo-nationalisme identitaire qui, dans ses expressions les plus extrêmes, confine à un négationnisme plus virulent que par le passé. Ce néo-nationalisme apparaît comme une réaction à la mondialisation, l'ouverture des frontières suscitant de frileux replis identitaires.

Choix de société

En Asie du Nord-Est, la Chine et la Corée du Sud connaissent des mouvements similaires. Se nourrissant les uns les autres, ils présentent le risque d'engendrer une spirale émotionnelle échappant aux gouvernements, qui les utilisent pour faire avancer leurs objectifs politiques. La montée en puissance pour la Chine, la «normalité» revendiquée par le Japon, et l'ambition de la Corée du Sud de constituer un pôle régional constituent la toile de fond géopolitique de ces néo-nationalismes.

Au Japon, cette poussée néo-nationaliste coïncide avec une crise politique qui pourrait conduire, après les élections du 11 septembre, à un renforcement d'une droite inconditionnellement pro-américaine dont le premier ministre, Junichiro Koizumi, est la figure de proue. Au-delà de la question de la privatisation de la Poste, prétexte à la convocation des élections, c'est un choix de société que sont appelés à faire les Japonais, sur trois grands thèmes: alignement sur le capitalisme libéral à l'anglo-saxonne ou orientation plus social-démocrate; méthodes de gouvernement — celles, brutales, que pratique M. Koizumi, ou d'autres plus conformes à une démocratie fondée sur le compromis; enfin, la place du Japon sur la scène régionale.

Sur le plan extérieur, le Japon est longtemps resté blotti sous la bannière étoilée, servant de base arrière aux guerres américaines en Corée et au Vietnam, et de verrou du système stratégique américain dans la région.

La fin de la guerre froide, l'éclatement de la bulle financière et la récession, conjugués à la perte temporaire de la majorité par le Parti libéral-démocrate (PLD), ont contraint à des ajustements. A son corps défendant, le PLD a tenté de moderniser sa machine de pouvoir en portant à la tête du pays, en 2001, un premier ministre atypique dont la popularité pouvait enrayer son déclin. Cet opportunisme a porté ses fruits mais a entraîné le pays sur la pente d'un populisme de droite. Après avoir cassé les «baronnies» du PLD, M. Koizumi voudrait imposer sa ligne comme courant dominant du camp conservateur.

Le vassal

M. Koizumi a fait du Japon un «Etat vassal des Etats-Unis», a déclaré, en septembre 2004, l'un des «grands vieux» du PLD, Masaharu Gotoda. Sous sa houlette, le suivisme à l'égard des Etats-Unis, qui avait commencé à évoluer d'une situation de protégé à celle de participant actif à la stratégie américaine, est devenu, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, un alignement pur et simple sur l'unilatéralisme de Washington, dont l'envoi

d'un contingent nippon en Irak a été l'expression la plus forte.

Changement de cap

L'empressement de M. Koizumi à soutenir l'administration Bush n'a rien à envier à celui d'un Tony Blair: il va même plus loin, son soutien inconditionnel à Washington a forcé un changement de cap de la politique de sécurité du Japon, qui s'est opéré en malmenant les dispositions pacifiques de la Constitution nipponne et l'opinion publique. Depuis, on assiste à une remise en question des grands principes sur lesquels s'est construit le Japon après sa défaite: lois d'urgence, projet de révision de la Constitution pacifique et nouveau statut de l'armée. Un «conservatisme idéologique dépravé», estime l'ancien vice-ministre des Finances, Eisuke Sakakibara, qui tétanise l'opinion en accentuant un sens de vulnérabilité (hostilité de la Corée du Nord, voire de la Chine).

Soixante ans après sa défaite, le Japon entend réhabiliter son identité nationale. Une ambition légitime, comme l'est son aspiration à obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais, pour l'instant, son message manque de substance. Comme au début du XX^e siècle, il ne parvient pas à se dégager du dilemme de son appartenance ou non à l'Asie. De la réponse à cette question dépendent les priorités de sa diplomatie.

Juste dans les années 30, un courant de pensée dominant appelait le Japon à se dégager de l'Asie pour affirmer sa modernité. Par la suite, pour rompre son isolement et atteindre par d'autres moyens une égalité avec l'Occident que lui avait refusée la Société des nations, il revint vers l'Asie avec un messianisme censé régénérer des pays tombés sous la coupe occidentale qui devint la justification de son expansion. Aujourd'hui, aligné sur les Etats-Unis, il s'est isolé dans sa région en raison de la détérioration de ses liens avec la Chine et avec la Corée du Sud provoquée par les visites de M. Koizumi au sanctuaire Yasukuni où, parmi les morts pour la patrie, figurent des criminels de guerre condamnés par le Tribunal international de Tokyo. Le Japon a échoué là où l'Allemagne a réussi: ne pas choquer et ne pas s'aliéner ses voisins.

Crise identitaire

Le néo-nationalisme japonais actuel est identitaire plus qu'agressif à l'égard de l'étranger. A consommation interne (à commencer par les visites à Yasukuni), destiné à renforcer le sens de cohésion et à dédouaner la subordination aux Etats-Unis, il est en revanche préoccupant par son autisme: l'indifférence aux réactions de ses voisins.

L'identité du Japon et sa place en Asie restent la question centrale — et irrésolue — de son histoire moderne. La loyauté sans détour aux Etats-Unis — et la participation du Japon au dispositif militaire américain — est le seul engagement clair de Tokyo. Mais la priorité absolue accordée aux liens avec les Etats-Unis bloque un sens de communauté asiatique qui contribuerait à résorber les risques de confrontation. L'intégration régionale économique se forge d'elle-même, mais peine à avoir des implications politiques et à se traduire par un rapprochement entre pays d'Asie du Nord-Est auquel, d'ailleurs, Washington s'oppose, conscient que la division sert davantage ses ambitions hégémoniques sur la région.

En cela, les différends entre Tokyo, Pékin et Séoul sont loin de déplaire aux Etats-Unis. En raison de l'absence de mécanismes permanents de coordination politique destinés à renforcer la confiance mutuelle entre la Chine, la Corée du Sud et le Japon, ces pays restent prisonniers de conceptions révélatrices d'un nationalisme étroit, ennemi régulièrement par des différends territoriaux et par des rancœurs du passé.

Le Japon, porteur dans les années 30-40 de la chimère d'un pansasiatisme aux conséquences tragiques, ne parvient pas aujourd'hui à envisager ses relations avec ses voisins hors du prisme de son allégeance à Washington.

Le Monde

REX MERRIFIELD

Helsinki — Le gouvernement indonésien et les rebelles séparatistes de la province d'Aceh ont signé hier un accord de paix visant à mettre fin à près de 30 ans de guerre civile.

L'accord signé à Helsinki par le ministre indonésien de la Justice, Hamid Awaluddin, et Malik Mahmood, représentant du Mouvement Aceh libre (GAM), accorde l'amnistie aux rebelles qui devront déposer les armes d'ici à la fin de l'année.

L'armée indonésienne, quant à elle, a accepté de réduire ses mouvements dans la province du nord de l'île de Sumatra.

Le président indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono, a salué un «jour historique, très heureux» et il a exprimé sa gratitude à l'encontre de ses «frères» du GAM pour avoir travaillé à la «réunifica-

tion de la grande famille indonésienne afin de construire un avenir meilleur en Aceh».

A New York, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a salué cet accord et a dit son espoir que les deux parties l'appliquent dans sa totalité afin de favoriser une paix durable, a déclaré Stéphane Dujarric, porte-parole de l'ONU.

Le chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, a pour sa part exprimé l'espoir que la signature de cet accord facilite la reconstruction de la province, particulièrement dévastée par le tsunami du 26 décembre dernier.

Mais le GAM a immédiatement prévenu que la trêve, dont l'application sera surveillée par 250 observateurs étrangers, pourrait être mise à mal par des milices locales équipées, selon le mouvement rebelle, par l'armée régulière.

«Des miliciens ont récemment

déclaré qu'ils tueraient les membres du GAM une fois ceux-ci désarmés», a affirmé Mahmood. «Si le GAM se défend contre ces milices, l'armée disposera alors du prétexte qu'elle recherche pour relancer les opérations militaires contre le Gam. Cela mettrait fin au processus de paix.»

Ces inquiétudes soulignent la difficulté de la tâche qui attend les observateurs en Aceh. Ces derniers seront envoyés par l'Union européenne, la Norvège et la Suisse, ainsi que par la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et Brunei.

Une précédente trêve, signée en décembre 2002, avait volé en éclats cinq mois plus tard. Jakarta accusait le GAM de ne pas avoir désarmé et les rebelles, en retour, reprochaient à l'armée des actes hostiles. Devant le regain de tension, les observateurs avaient alors quitté la province.

Le gouvernement et les rebelles se sont d'ores et déjà rejeté mutuellement la responsabilité des affrontements qui se sont produits sporadiquement alors que les deux parties sont convenues d'une trêve, il y a un mois.

Les négociations de paix ont progressé à la suite du séisme et du raz-de-marée du 26 décembre. On estime à 170 000 le nombre de morts et disparus et à un demi-million le nombre de sans-abri dans cette région, majoritairement musulmane, de quatre millions d'habitants.

La principale avancée a été obtenue lorsque les rebelles ont renoncé à leur revendication indépendantiste que le gouvernement a accepté la participation du GAM au processus politique. Le conflit a coûté la vie à plus de 12 000 personnes depuis 1976.

Reuters

Une semaine de plus pour la constitution irakienne

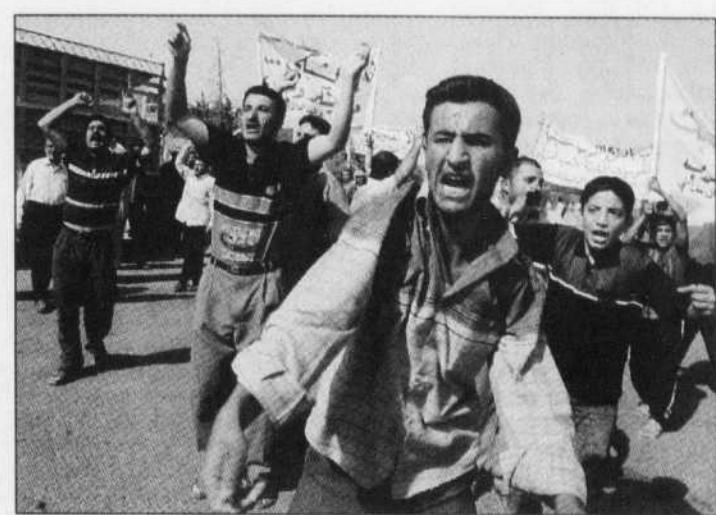
Le Parlement irakien a décidé hier soir de reporter d'une semaine, au 22 août, la date de la remise du projet de constitution à ses membres, les dirigeants politiques n'étant pas parvenus à temps à un accord sur les points en litige.

«Nous avons déployé de grands efforts et nous avons atteint un accord sur des questions importantes, mais ce texte décisif a besoin de temps», a déclaré le président Jalal Talabani devant l'Assemblée nationale.

La majorité des 237 députés présents (sur 275) a voté à main levée pour l'amendement de la Loi fondamentale (constitution provisoire), donnant une semaine de plus aux discussions. La Loi fondamentale, qui régit le pays depuis 2004, prévoit en effet la dissolution du Parlement et la tenue de nouvelles élections si la constitution n'est pas élaborée le 15 août.

Peu avant la session, qui a débuté moins d'une heure avant l'expiration du délai initial, l'ambassadeur des Etats-Unis en Irak Zalmay Khalilzad, qui était présent au Parlement, a déclaré que le projet de la constitution n'était pas prêt. Les leaders politiques ont besoin «d'une semaine à dix jours encore pour parvenir à un accord». Les Etats-Unis avaient pourtant augmenté la pression ces derniers jours sur ces derniers, estimant nécessaire le respect du calendrier de transition politique. M. Khalilzad avait même activement participé aux discussions.

Les groupes politiques avaient entamé leurs débats sur le projet de



NAMIR NOOR-ELDEEN REUTERS

Des chiïtes manifestaient hier contre la proposition d'autonomie des Kurdes d'Irak.

constitution le 7 août, à la demande du comité de rédaction de la constitution qui n'avait pu dégager un consensus sur 18 points épineux. Mais leurs représentants ont négocié jusqu'à la dernière minute, sans parvenir à un consensus sur certains de ces points, notamment le fédéralisme et la répartition des revenus pétroliers.

La session du Parlement a été reportée à deux reprises hier, pour donner plus de temps aux négociateurs. Les députés présents dans la salle ont applaudi à la suite de l'annonce du résultat du vote.

Le député kurde Mahmoud Osmane a affirmé: «Il y a encore des di-

vergences entre les Kurdes et les chiïtes», les deux groupes majoritaires au Parlement qui sont pourtant d'accord sur la question du fédéralisme. «Que dire alors de la situation entre les Kurdes et les sunnites quand on sait que ces derniers rejettent le fédéralisme?»

Les sunnites sont prêts à accepter l'autonomie dont le Kurdistan jouit depuis 1991, mais refusent un Irak fédéral, de crainte de se voir cantonnés dans le centre aride du pays, alors que les chiïtes obtiendraient comme ils le désirent l'autonomie dans le sud riche en pétrole.

Agence France-Presse

Lourd bilan en Tchétchénie

Moscou — Les deux guerres déclenchées par la Russie dans la république sécessionniste de Tchétchénie ont fait près de 160 000 morts, dont le quart seulement étaient des Tchétchènes de souche, a déclaré hier un responsable régional favorable à Moscou.

«Entre 150 000 et 160 000 morts, tel est le bilan des deux campagnes», a dit Taous Djabrailov, président du parlement intérimaire tchétchène, cité par l'agence Interfax. «Selon des estimations approximatives, de 30 000 à 40 000 Tchétchènes de souche ont péri au cours des deux campagnes menées dans la république», a-t-il précisé d'après l'agence Itar-Tass.

Djabrailov n'a pas indiqué ce qui permettait de penser que les victimes d'origine tchétchène formaient une proportion aussi faible du bilan des morts. Mais en l'absence de statistiques fiables du Kremlin, ses propos constituent l'une des rares estimations officielles du coût humain des opérations menées par Moscou pour reprendre le contrôle de la région du Nord-Caucase.

La Russie avait subi une défaite humiliante lors de sa première offensive de 1994-96 en Tchétchénie. Les troupes déployées dans la région en 1999 ont mis fin à une éphémère indépendance de fait, mais il leur reste à vaincre la guérilla séparatiste.

Reuters

EN BREF

Presse en grève

N'djamena — L'Union des journalistes tchadiens a annoncé hier une semaine d'arrêt de travail du 22 au 26 août en signe de solidarité après la condamnation de quatre journalistes en un mois. Depuis le 18 juillet, quatre journalistes de la presse privée ont été condamnés à des peines allant de trois mois à trois ans de prison ferme pour des articles jugés diffamatoires ou incitant à la haine. La directrice de publication de l'hebdomadaire L'Observateur a été condamnée hier à douze mois de prison ferme et à verser une amende de 305 euros pour incitation à la haine tribale. — AFP

31 morts dans des prisons du Guatemala

Guatemala — Des affrontements armés entre membres de gangs rivaux, emprisonnés dans des centres de détention du Guatemala, ont fait hier au moins 31 morts et une cinquantaine de blessés, a annoncé la police guatémaltèque. Les affrontements dans la prison d'Escuintla ont éclaté lorsque des membres de la Mara Salvatrucha, un puissant gang, ont voulu éliminer physiquement ceux de la Mara 18. La police a annoncé un bilan provisoire d'au moins 18 morts à Escuintla, et huit membres du gang Los Cholos abattus d'une balle dans la tête au cours d'une autre rixe, dans la prison de Pavon, à l'est de Guatemala. Dans la prison Canada, près d'Escuintla, trois détenus ont été tués par l'explosion d'une grenade à fragmentation. — AFP

Festival Citoyen

Du 15 au 21 août 2005

UNE ACTIVITÉ DE L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

Forfait Festival disponible!

Plus de 20 spectacles et conférences

Du théâtre, du cinéma, de l'humour et de l'art engagés.

GRANDE CONFÉRENCE www.inm.qc.ca



Gérard Bouchard,
sociologue et historien à l'UQAC

Le Québec : une société sans vision ? Sans utopie ?

MARDI 16 AOÛT ■ 19h

Bibliothèque nationale du Québec, 475, boul. de Maisonneuve Est

Achetez aussi vos billets sur place!

Vous pouvez réserver vos places et acheter vos billets dès maintenant!

PAR CARTE DE CRÉDIT SUR INTERNET:
www.inm.qc.ca, rubrique Festival citoyen

PAR CARTE DE CRÉDIT PAR TÉLÉPHONE:
(514) 934-5999, poste 221

Plus de 20 spectacles et conférences

Choisissez vos activités à la carte, sur Internet:
www.inm.qc.ca, rubrique Festival citoyen

INSTITUT DES DEVOIRS DE MONTREAL

Centre de ressources sur la non-violence

Centre de ressources sur la non-violence

Québec

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

É D I T O R I A L

Le maître de Gaza

Le retrait israélien de Gaza ayant débuté, la principale question qui va se poser à court terme est probablement la suivante: est-ce que le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas parviendra à supplanter le Hamas dans son fief? Détaillons.



Serge Truffaut

À la faveur du scrutin tenu en janvier dernier, Mahmoud Abbas fut élu président de l'Autorité palestinienne. Quinze jours après, l'étendue du pouvoir qu'il venait juste de gagner s'est amenuecée lorsque les candidats défendant les couleurs du Hamas ont remporté les élections municipales organisées dans Gaza. Ce faisant, après avoir investi les secteurs de l'éducation et de la santé, ce mouvement religieux qu'est le Hamas élargissait son emprise à la sphère politique.

Du coup, c'est le cas de le dire, Abbas s'est retrouvé entre l'arbre et l'écorce. Entre la nouvelle génération de leaders palestiniens bien implantée à Gaza et la vieille garde concentrée en Cisjordanie qui rechigne à laisser la place. Les premiers, c'est à retenir, regardent les seconds avec rage en raison du haut degré de corruption qui gangrène l'Autorité palestinienne.

Vu le contexte, on imagine aisément combien la marge de manœuvre d'Abbas fut mince. S'il peine encore et toujours à imposer son autorité aux diverses factions qui composent l'OLP, il est tout de même parvenu à réformer les services de sécurité que Yasser Arafat avait créés en grand nombre pour mieux asseoir sa domination. De treize, ces derniers ont été ramenés à trois. Ce n'est pas rien. Cette rationalisation s'est traduite par un essor de l'efficacité sur un front qui va occuper une place centrale, si ce n'est LA place, dans les jours qui viennent.

Car tous les acteurs des environs se demandent quelle position le Hamas va adopter. Soit il accepte de démanteler ses milices et remet les armes aux autorités, soit il décide de tirer profit, à l'image du Hezbollah au Liban, du retrait des Israéliens et s'engage dans une lutte frontale avec Abbas et le clan dit de Tunis qui regroupe les vétérans de la cause palestinienne. Si l'on se fie à la campagne que le Hamas a lancée il y a peu, on peut prévoir un durcissement des relations avec Abbas. De quoi s'agit-il? Le Hamas a organisé un concours de murales vantant les exploits qu'il a réalisés afin d'obtenir le départ des Israéliens.

Sur le plan économique, la situation est catastrophique. Les gens ont été réduits à vivre avec trois fois rien, confrontés à toutes les difficultés que suppose l'occupation et notamment la multiplication au cours des quatre dernières années des postes de contrôle. Quant aux finances publiques de Gaza, elles sont dans un état de désérence: 75 % des gens ne payent pas d'impôts. Cela est attribuable aux raisons citées mais aussi à une autre trop peu évoquée: le non-respect des engagements pris par les pays du golfe Persique.

Selon les accords signés, les cinq nations du Golfe doivent allouer 55 millions de dollars américains à l'Autorité palestinienne mensuellement. Pas une fois, ces pays n'ont tenu leur promesse. Résultat net, le groupe des cinq doit la bagatelle de 900 millions! Évidemment, le plan économique élaboré pour améliorer les conditions économiques et sociales des Palestiniens affiche un certain retard. Au passage, on retiendra que l'administration du plan a été remise entre les mains de James Wolfensohn, ancien patron de la Banque mondiale.

Ici et là, on estime que si ces sommes avaient été versées à qui de droit, soit à l'Autorité palestinienne, Abbas serait aujourd'hui dans une position beaucoup plus confortable. Mais voilà, à qui l'Arabie saoudite notamment accorde-t-elle une assistance financière réelle? Au Hamas depuis que Yasser Arafat et les vétérans de Tunis avaient pris le parti de Saddam Hussein lors de la première Guerre du Golfe.

Si on souhaite que la suite du retrait israélien se fasse sans encombre, il faudrait forcer, entre autres choses, la main avaricieuse de certains. À plus de 60 \$ le baril, ce n'est pas l'argent qui manque.

La maison de verre

Le premier ministre Paul Martin aurait-il nommé Jean Béliveau gouverneur général plutôt que Michaëlle Jean, pas une seule question quant à ses allégeances n'aurait été posée. Personne n'aurait trouvé pertinent de savoir ce que l'ancien joueur de Canadien pense de la royauté, de notre système politique, du scandale des commandites ou encore si lui et son épouse ont déjà eu des pensées souverainistes un jour. Dans le cas de Mme Jean et de son époux, Jean-Daniel Lafond, toutes ces questions sont légitimes. Ce sont tous deux des gens qui oeuvraient dans le domaine des idées avant d'accepter de loger à Rideau Hall. Leur choix a étonné, et ils n'ont pas encore apporté toutes les réponses qu'on attend d'eux.

Certains, tout particulièrement au sein du gouvernement Martin, n'apprécient pas que ces questions soient posées, comme si les soulever constituait un crime de lèse-majesté à l'endroit de la future vice-reine, mais aussi à l'endroit du jugement exercé par le premier ministre en nommant à ce poste Mme Jean. S'agissant de la plus haute fonction politique au pays, ce n'est pas manquer de déférence que d'interroger.

Les questions qui ont été posées jusqu'ici l'ont été à travers les médias qui se substituent aux parlementaires à qui il reviendrait de les poser. Ceux-ci ont le loisir d'interroger directement les personnes que nomme le premier ministre à plusieurs postes. On peut lire au Journal des débats les questions qui sont alors posées. Aucune n'est jugée impertinente, surtout lorsqu'il s'agit de savoir si on a milité dans des organisations de gauche ou souverainistes. Malheureusement, la nomination du gouverneur général échappe à cet exercice. On ne saura que ce que le premier ministre voudra bien nous dire de la personne qu'il a choisie.

Plusieurs des questions soulevées ont trait à Jean-Daniel Lafond. N'étant pas celui qui occupe la fonction de gouverneur général, elles sont dénoncées comme outrancières. Vrai, mais il reste que celui-ci joue un rôle comme époux. Peut-être choisira-t-il d'être moins présent que Son Excellence John Saul aux côtés d'Adrienne Clarkson, mais il sera là dans les événements officiels. Il lui sera impossible de vivre en marge de son épouse. Ce qu'il dira, écrira ou montrera comme réalisateur sera scruté.

D'anciens amis ont entrepris de faire l'exégèse de la pensée de M. Lafond, tentant de démontrer qu'il est aujourd'hui un transfuge. On le croyait républicain, il serait devenu monarchiste. On le pensait souverainiste, mais il était fédéraliste. Michaëlle Jean aussi, ira-t-on jusqu'à prétendre. Or, comme les époux Jean et Lafond ne peuvent dire mot jusqu'à l'assermentation de la nouvelle gouverneuse générale, on ne sait pas. Ce silence, ordonné par le bureau du premier ministre, ne doit pas durer. Il autorise toutes les conjectures, même les plus pernicieuses. Elles se transforment en accusations qui font dévier le débat. La pensée de Mme Jean et de M. Lafond a pu évoluer et changer. Ils ne seront pas les premiers à qui cela arrive. Invités à habiter une maison de verre, ils ne pourront se cacher. A eux de prendre la parole.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Le choix de Michaëlle Jean

Il y a de ces moments politiques où les extrêmes se rejoignent. Les récentes critiques à l'endroit de la future gouverneuse générale (ou de son époux) sont généralement venues de deux adversaires politiques que sont d'une part les monarchistes et les défenseurs d'un Canada anglais uni, et d'autre part les souverainistes «purs et durs». Comme quoi, ces gens-là s'entendent parfois fort bien, et pour cause, ils ont un objectif commun: la ruine de la bonne entente.

J'ai comme un pressentiment: ce qui adviendra dans les prochaines semaines pourrait bien être l'avant-goût du débat sur la question nationale au Québec pour les prochains temps politiques. À la fin, quand tous les éditorialistes et commentateurs politiques auront martelé leurs arguments, l'opinion publique aura scellé l'avenir rapproché du mouvement souverainiste.

René Lemieux
Ottawa, le 14 août 2005

Le pétrole ne coûte pas assez cher!

Pendant que Montréal et presque toutes les villes vivent des records de smog, pendant que les effets du réchauffement se font déjà sentir partout sur le globe, les gens continuent la consommation effrénée de carburant.

En effet, malgré les récents prix du pétrole, je continue à croiser tous les jours de trop nombreux véhicules dont le moteur tourne à l'arrêt. Journée fraîche ou journée chaude, avec ou sans occupants, toutes les raisons semblent bonnes pour laisser tourner le moteur.

■ Les moteurs des voitures gaspillent à la base 85 % de leur énergie en chaleur et en frottement. Avons-nous besoin d'en brûler plus en attendant devant le supermarché, la banque ou dans la file du lave-auto? Selon les spécialistes, il est rentable d'éteindre son moteur, même pour une période aussi courte que 10 secondes.

■ Certains disent que c'est pour la climatisation, mais sincèrement, stationnez-vous à l'ombre et ouvrez un peu les fenêtres. «Vous n'êtes pas fait en chocolat», disait mon grand-père. Personne n'est mort à cause de cinq minutes de chaleur... mais des gens meurent déjà à cause des changements climatiques (par exemple plus de 1000 morts en Inde récemment).

■ Dans quelques années, il n'y aura presque plus de pétrole. Allons nous tout brûler comme des cons en laissant une terre malade ou laisserons-nous à nos enfants et à leurs enfants une terre propre et un peu de cette précieuse ressource qu'est le pétrole? En effet, le pétrole sert aussi à faire des médicaments, de très bons vêtements, du plastique et des centaines d'autres choses.

Jean Beaudet
Montréal, le 14 août 2005

Réponse à Gil Courtemanche

Pauvre petit collaborateur (c'est ce qui est indiqué au bas de ton article). Tu ne changeras donc jamais. L'inflation verbale qui caractérise souvent tes articles n'est certes pas un signe de grande honnêteté intellectuelle. Je n'ai jamais qualifié Jean-Daniel Lafond de «traître» (envers qui, envers quoi?), je n'ai jamais affirmé que toute son œuvre cinématographique (t'es-tu demandé pourquoi tu n'as pas vu un seul de ses films?) «serait un sale torchon». Quant à Cuba qui serait selon moi le «paradis sur terre», tu tombes dans les pires clichés du genre. Va-t-on te taper sur les doigts à *Alternatives*? J'en doute, bien évidemment.

Pour ce qui est de mon appartenance à une «gauche» indépendantiste, là encore tu glisses vers la facilité et les mots recettes, ceux qui sont censés rapporter gros. Je suis plutôt du genre qu'on ne peut classer nulle part, du moins en dehors du «club des pensées respectables». Si je suis un «ayatollah», je me demande bien où sont mes fervents disciples. On ne me lit tout de même pas chaque semaine dans *Le Devoir*. Trouve autre chose, *por favor*. René Char disait que «celui qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égards ni patience». Je suis bien d'accord.

Jacques Lancôt
Montréal, le 14 août 2005

LIBRE OPINION

Conflit à l'OSM: une impasse totale

LUCIEN BOUCHARD
Président du conseil d'administration
MADELEINE CAREAU
Directrice générale
Orchestre symphonique de Montréal

Chers amis de l'OSM. Comme vous le savez, le syndicat des musiciens de l'Orchestre symphonique de Montréal a déclenché la grève le 9 mai dernier. Après 11 séances de négociations en juin et en juillet, le médiateur nommé par le ministère du Travail du Québec a jugé opportun de suspendre la médiation le jeudi 28 juillet, compte tenu de l'écart important qui sépare les parties.

Nous sommes d'autant plus déçus de la situation que le syndicat ne reconnaît toujours pas l'importance de créer des conditions propices à la reprise des tournées et des enregistrements de l'Orchestre et d'adopter des mesures visant à permettre plus de flexibilité lors des prestations locales, de manière à mieux répondre aux besoins et aux attentes de notre clientèle. Les changements demandés par la direction ne visent qu'à assurer la qualité artistique de l'OSM, tout en stabilisant les coûts d'exploitation, et ce, dans le respect des conditions de travail des musiciens.

Loin de la réalité

Les demandes pécuniaires du syndicat sont évidemment un vif sujet d'inquiétude puisqu'elles nous placent dans une situation d'impasse totale. C'est le sentiment que fait naître chez nous le gouffre qui s'ouvre entre les exigences du syndicat et les données de la réalité à laquelle l'OSM doit faire face. L'acceptation des demandes syndicales entraînerait en effet d'ici à 2008 une augmentation de 85 % de la masse salariale des musiciens, dont 48 % pour les seuls cachets de base, ce qui excède absolument les moyens financiers de l'Orchestre.

La réalité du marché de Montréal ne soutenant aucune comparaison avec celles de New York ou Toronto, l'OSM est contraint de

proposer à ses musiciens des hausses salariales à la mesure de sa propre capacité de payer. Nous avons ainsi offert une hausse de 8 % sur cinq ans, ainsi que des montants forfaitaires pour les années 2003-2004 et 2004-2005. Rappelons que la rémunération annuelle moyenne des musiciens est actuellement de 75 000 \$ pour 46 semaines de travail de 20 heures, incluant six semaines de vacances, c'est-à-dire 40 semaines effectivement travaillées. Si nous devions agréer aux demandes syndicales, nous placerions l'Orchestre dans une grave crise financière, mettant même en péril son existence.

Sur le plan normatif, l'OSM demande à ses musiciens les aménagements qui sont nécessaires pour permettre à l'Orchestre de reconquérir sa place sur la scène internationale. Parmi les assouplissements qui s'imposent, mentionnons la capacité de réaliser dorénavant les enregistrements de l'Orchestre au cours des 20 heures de travail par semaine prévues dans la convention collective. Le syndicat s'y oppose, exigeant plutôt que les musiciens continuent d'être payés en sus de leur rémunération habituelle.

Or, il est bien connu que, en raison de la crise mondiale qui sévit dans cette industrie, les maisons de disques ont cessé de verser quelque rémunération que ce soit aux musiciens d'orchestres pour les séances d'enregistrement auxquelles ils participent. Si l'OSM veut maintenir sa renommée internationale en reprenant ses enregistrements de disques, il doit donc recourir à un autre mode de rémunération.

Malheureusement, le syndicat a rejeté la proposition de la direction prévoyant qu'en lieu et place de l'ancien régime, le cachet de base des musiciens soit augmenté de 25 % pour les enregistrements et qu'ils bénéficient d'un partage des revenus qui en résulteraient. Quand on sait l'importance des enregistrements pour la renommée d'un orchestre, la position du syndicat nous apparaît totalement incompréhensible.

Le syndicat cherche également à maintenir la clause obligeant l'Orchestre à rémunérer les musiciens en heures supplémentaires pour la période d'applaudissement à la fin des concerts, lorsque les manifestations d'appréciation des mélomanes s'étalent au-delà de la durée des services. Parallèlement, il refuse de déplacer les périodes de pause lors des répétitions des œuvres symphoniques dont la durée dépasse 90 minutes, empêchant que ces dernières puissent être répétées dans leur totalité de façon continue. (...)

Avenir en jeu

Cette négociation est primordiale pour l'avenir de l'OSM, car il est essentiel de le pourvoir d'un cadre de relations de travail qui l'habilitera à reconquérir sa place de choix sur la scène internationale. C'est pourquoi, depuis près de deux ans, la direction de l'OSM n'a ménagé aucun effort pour conclure une entente avec le syndicat des musiciens. Plus de 58 séances de négociations ont eu lieu au cours de cette période. C'est la direction qui a demandé l'intervention d'un médiateur.

Quant aux 11 postes de musiciens actuellement vacants, la plupart d'entre eux se sont libérés au cours des quatre dernières années pour des raisons personnelles (retraite ou changement de carrière). L'administration a bon espoir de les pourvoir. Par exemple, pour le seul poste vacant de contrebasse solo, près d'une centaine de musiciens d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie ont manifesté leur intérêt de se présenter à des auditions prochaines. En l'absence d'un directeur musical au cours des trois dernières années, l'administration ne pouvait tenir les séances d'audition nécessaires pour pourvoir ces postes.

Avec l'appui unanime que nous a renouvelé le conseil d'administration lors de sa rencontre du lundi 1^{er} août dernier, nous allons continuer de faire le maximum pour en arriver à une entente dans le meilleur intérêt de l'OSM, de ses clients, de ses donateurs, de ses commanditaires et de ses musiciens. (...)

IDÉES

Michaëlle Jean, un des visages du Québec

LOUISE LANCTÔT

Montréal

La chasse aux sorcières me laisse toujours incrédule et sans voix. Et je dois faire un effort aujourd'hui pour élever ma voix dans ce concert cacophonique de puristes souverainistes. Traquer l'ennemi dans chaque geste qui diffère du choix des uns me ramène à la pensée unique, au tout ou rien, à la lutte sans merci au nom de dieu, d'une idée, d'une idéologie. Et ce sont pour moi les échos du conformisme et du conservatisme. Ce sont les miroirs déformants du monde parallèle des conceptions bigotes qui nous obligent à jurer fidélité à un dogme, comme si rien ne changeait ni ne bougeait, comme si le soleil brillait toujours à la même place, comme si l'univers n'avait que deux dimensions, les purs et les impurs.

Peu importe pour les purs que la terre tourne, change de perspective, d'écliptique ou même d'orbite au fil des millénaires. Il faut faire comme si tout était fixe, comme s'il n'y avait qu'un centre de l'univers. Les purs et les durs, ce sont autant les Trudeau que les souverainistes intransigeants, les Mordecai Richler ou les intégristes.

Que Michaëlle Jean ait voté OUI au référendum et qu'elle accepte aujourd'hui la rare occasion qui lui est offerte de présenter un visage francophone, cultivé, multiculturel du Canada ne devrait que nous réjouir. Car ce visage que le Canada offre au monde entier, sur la scène internationale, c'est le visage du Québec. Ce Québec qui subit sans cesse des campagnes de dénigrement, des campagnes qui propagent l'image de Québécois mesquins, racistes, incultes.

N'est-il pas révolu le temps où...

Je croyais révolu le temps où les artistes, les auteurs, les écrivains, les cinéastes ne devaient pas demander de subvention ou de bourse aux organismes canadiens, ni accepter les prix et les honneurs. Je croyais révolu le temps où il fallait rester petit, refuser de se produire au Canada, minimiser les prix de provenance canadienne.

Rappelons-nous quand le Bloc québécois a été créé, cela a donné lieu à des disputes, puis quand le Bloc a décidé de rester sur la scène fédérale, cela a provoqué des cris de mépris. Aujourd'hui encore, le Bloc québécois est considéré comme le parent pauvre des souverainistes alors qu'il est devenu un parti tellement crédible qu'il fait envie dans certaines autres provinces et qu'il représente le visage progressiste du Québec loin devant le Parti québécois.

Nous avons aujourd'hui, comme peuple distinct et souverain, la rare occasion de changer de perspective,

de changer de place, de montrer au reste du Canada et au monde entier le visage pluriel du Québec, notre culture, combien nous sommes tolérants et, comme les sondages le dévoilent, comment nous n'avons aucune réticence à avoir un premier ministre femme, noir ou homosexuel.

Fidel et Che Guevara disait «*cambiar el revés en victoria*» — changer la défaite en victoire. C'est ce que nous devrions faire actuellement avec le choix de Paul Martin. Le choix qu'il a fait est un choix judicieux qui montre effectivement qu'il sait agir en vrai politicien et tirer profit de tout. Ce choix que Martin a fait pour attirer le Québec dans le giron fédéraliste peut prouver à l'ensemble du Canada et aux autres pays que le Québec est une force incontournable, tout comme nous le prouvons avec nos artistes, nos comédiens, nos cinéastes, nos écrivains.

Refuser de montrer au monde entier un des visages du Québec, le visage de Michaëlle Jean, c'est refuser notre victoire sur le reste Canada. C'est aussi refuser à Michaëlle Jean l'occasion de mettre un peu de baume sur les misères de la communauté haïtienne.

La nomination de Michaëlle Jean, c'est la mise sous forme de conte des remarques de Dany Laferrière sur les liens indélébiles qui unissent les Haïtiens et les Québécois. À cet égard, il racontait que les Québécoises élevaient leurs enfants dans l'esprit qu'ils étaient nés pour un petit pain, alors que les Haïtiens élevaient les leurs comme de futurs rois.

Des préjugés que j'ai connus

La campagne contre Michaëlle Jean me rappelle le rôle dans lequel on voulait me confiner à mon retour au Québec et contre lequel j'ai dû lutter et contre lequel je lutte toujours. Les images, ces préjugés tenaces, nous marquent. Je me souviens de Robert Lepage, il y a quelques années, qui s'étonnait tout haut que les ex-felquistes vivent comme tout le monde, étudient, travaillent et aient accès à des postes honorables. En règle générale, l'image des révolutionnaires est fixée et ne devrait plus bouger. De même aujourd'hui, on s'attendait à voir évoluer Michaëlle Jean. Et on voudrait la cantonner dans une image qui ne bouge plus.

Pour beaucoup, comme pour Fidel et Che Guevara, mourir les armes à la main permet de présenter le visage héroïque des martyrs. Car il est préférable de patauger dans la défaite plutôt que de revoir ses façons de faire, ses actions, le sens de ses appartenances. On comprend, bien sûr, que le choix de Michaëlle Jean est en complète contradiction avec l'héroïsme des victimes et des vaincus. Il faut bien comprendre que derrière l'image, où trop souvent on veut nous coller, il n'y a pas de vie, il n'y a pas de contenu, aucun débat, rien qui puisse bousculer les idées toutes faites.

Je suis toujours une souverainiste convaincue, fière d'être Québécoise, croyant dans un Québec libre, et en ce sens je ne peux qu'applaudir au choix de Mme Jean pour représenter mes appartenances.

Je vous félicite, Madame Jean.

Brutus ou le marché aux illusions

CHARLES COURTOIS

Montréal

Je comprends le propos de M. Mohamed Lotfi («*Nomination de Michaëlle Jean, La souveraineté, la dignité, même combat*», *Le Devoir*, 12 août 2005): la nomination de Mme Jean pourrait aider l'avancement des Noirs dans la société québécoise et canadienne, citoyens qui, pour l'instant, sont moins nantis que la moyenne. C'est semble-t-il le calcul qu'a fait Michaëlle Jean. Mais, dans la manœuvre libérale, il y a un piège, que tous les enthousiastes négligent peut-être trop rapidement.

Pensons à Colin Powell: est-ce qu'en acceptant de servir Bush, il a «fait avancer les Noirs aux États-Unis» ou est-ce qu'il n'a pas été berné? Après tout, Colin Powell, la colombe, incarnait une option de conservatisme modéré qui aurait pu rallier beaucoup d'États-Unis et les préserver des manipulations Bush-Cheney. Au lieu de quoi, il a servi de caution aux mensonges de Bush à l'ONU avant d'être remercié, non sans avoir brûlé sa crédibilité et ses chances d'incarner une solution de rechange à Bush.

Dans le cas de Michaëlle Jean, M. Lotfi sépare la dignité des citoyens noirs des autres Québécois: «*Entre deux combats, la souveraineté du Québec ou la dignité des siens, Michaëlle a fait son choix [...] Mais l'Histoire lui dira bravo, parce que la souveraineté des uns n'a pas de sens sans la dignité des autres.*»

Ces propos sont surprenants. À mon sens, Michaëlle Jean est une Québécoise, et je récuse toute division entre «les uns» et «les siens», qui ne rime à rien. À ce régime, l'intégration et l'égalité ne seront jamais au rendez-vous! Les siens, ce sont les Québécois!

C'est justement le jeu du Parti libéral du Canada (PLC) que de diviser la société québécoise selon des critères ethniques afin de mieux se poser en bon prince rassembleur — diviser pour régner. Un des grands intérêts de la souveraineté, c'est d'échapper à cette ségrégation positive qu'on voit à l'œuvre en Ontario, avec les tribunaux islamiques etc. (cf. Neil Bissoondath, *Le Marché aux illusions*).

Renflouer le PLC

Au chapitre de l'intégration à la société québécoise, où la nette majorité de la population active est souverainiste, le Bloc québécois a montré la voie, loin de la trappe fédérale qui cherche surtout à faire des immigrants de bons Canadiens (au détriment de l'avenir de la culture québécoise). Avec notamment Maka Kotto, de plus en plus de Québécois noirs et blancs s'unissent dans le combat de l'émancipation nationale.

Certains ministres comme Denis Coderre doivent remercier Mme Jean qui pourra retourner certains votes. Avec le scandale des commandites, le Parti libéral, honni, commençait à perdre sa poigne corrompue sur la société québécoise. Plutôt que de servir les Noirs, cette nomination sert à renflouer un PLC qui ne le mérite pas! Si le PLC avait nommé une énième personnalité québécoise libérale connue pour cette «vertu» au poste de représentant de la reine, les Québécois auraient haussé les épaules: «encore une vendue».

C'est le jeu du PLC que de diviser la société québécoise selon des critères ethniques

Mais devant la figure de Mme Jean, ils peuvent se dire «*Tu quoque...?*», comme César à Brutus.

Car Michaëlle Jean, qui incarne l'énergie de l'intégration à la société québécoise en transformation, s'est laissée prendre au miroir de la vaine gloire (comme tant d'autres Québécois), pour redorer de cette belle dynamique le blason de trois institutions désuètes, coloniales pour la nation québécoise qui l'a adoptée: la monarchie britannique, la tutelle du fédéral, et un Parti libéral piqué des vers.

Quelle ironie

Que va faire Michaëlle Jean dans cette galère? Le réseau libéral qui a conseillé Martin pourra, grâce à l'aval de Mme Jean, accomplir une seule chose: retarder l'intégration des Québécois nés en Haïti dans la nation québécoise à son profit. La jeunesse et l'avenir du Québec ne sont pas dans la tutelle coloniale mais dans l'émancipation.

Heureusement, les plus jeunes ne se détourneront pas aussi facilement de l'exemple de Luck Merivil. Mais le texte même de Mohamed Lotfi montre combien la stratégie libérale de division ethnique des citoyens, séparant les «uns» des «ethniques», fonctionne. Quelle ironie quand on pense que Mme Jean récuse l'appellation «minorité visible»! C'est la voie de la souveraineté qui seule permettra de sortir du modèle *canadian* de communautarisme!

Le modèle québécois d'immigration, dans un Québec souverain, républicain, va reposer sur l'égalité pour lutter contre toute discrimination et réussir l'intégration. La nation est souveraine — pas la reine d'Angleterre — et les citoyens qui la composent sont libres, égaux, et solidaires. Alors un immigrant qui devient citoyen est tenu aux mêmes devoirs tandis que la nation doit le traiter comme un citoyen comme les autres, avec les mêmes droits au bonheur. C'est là que réside l'avenir, en échappant au marché aux illusions.

Lorsqu'on joue à détourner les citoyens de la solidarité nationale en fonction d'une solidarité dite ethnique, on ne sert ni la nation, ni les immigrants, puisqu'on mine la solidarité citoyenne: qui en profite, pensez-vous?



CHRIS WATTIE REUTERS

La nomination de Michaëlle Jean à titre de gouverneure générale ne laisse personne indifférent.

Un rôle à définir

GENEVÈVE CAILLÉ

Montréal

Décidément, la nomination de la journaliste Michaëlle Jean à titre de gouverneure générale du Canada ne laisse personne indifférent. On pourrait presque parler de la nomination de Michaëlle Jean et de son conjoint, le cinéaste Jean-Daniel Lafond, tant le débat qui fait rage actuellement place ce dernier sur la sellette.

Si la légitimité d'un poste comme celui de gouverneur général est déjà remise en question depuis longtemps, qu'en est-il du rôle joué par la personne qui partage sa vie? Est-ce un individu ou un couple que l'on nomme, alors que les références au «couple vice-royal» se font de plus en plus nombreuses?

D'un point de vue formel, il semblerait que les responsabilités ou privilèges dévolus aux conjoints des gouverneurs généraux ne soient pas précisés, à l'exception de deux éléments. Outre le fait de résider à Rideau Hall, ils se voient octroyer le titre de «compagnons» de l'Ordre du Canada, la plus haute récompense du Régime canadien de distinctions honorifiques. Ce titre souligne la qualité de leur œuvre et leur contribution exceptionnelle à la nation canadienne et au bien de l'humanité, précise le site Internet officiel de la gouverneure générale (www.gg.ca/memu_f.asp).

Chacun sa manière

Un petit retour dans le passé nous apprend que l'implication des conjoints s'est réalisée de manière variable. Certains ont participé en arrière-plan, tel que Maurice Sauvé durant le mandat de son épouse, Jeanne Sauvé (de 1984 à 1990). Au cours de cette période, il a poursuivi ses occupations professionnelles tout en participant à de nombreuses activités culturelles canadiennes.

De son côté, l'épouse de l'ancien gouverneur gé-

néral Ray Hnatyshyn (de 1990 à 1995), Gerda, co-signe avec lui en 1994 un livre intitulé *Rideau Hall - Témoin vivant de notre histoire*, une partie des profits vise à renflouer le fonds de la collection d'œuvres d'arts et de mobilier à la résidence officielle.

Le conjoint de l'actuelle gouverneure générale, Adrienne Clarkson, l'essayiste et romancier John Ralston Saul, a quant à lui choisi de partager de larges pans de la vie publique de son épouse. Dans le bandeau qui surplombe le site officiel de celle-ci, voici les deux premiers icônes sur lesquels nous sommes invités à cliquer: «Gouverneure générale», et «John Ralston Saul», qui deviendra, pour ceux qui auront accédé à sa page, «Son Excellence John Ralston Saul».

L'implication la plus significative revient sans aucun doute à Gabrielle Léger, épouse de Jules Léger, gouverneur général du Canada de 1974 à 1979. À peine six mois après sa nomination, M. Léger fut victime d'un accident cérébro-vasculaire. Lors de sa convalescence, Mme Léger remplaça son mari dans diverses tâches, notamment en lisant une partie du discours du Trône. L'importance de sa contribution a fait d'elle la première épouse d'un gouverneur général à figurer, à ses côtés, sur le portrait ornant les murs du salon de réception de Rideau Hall.

L'importance démesurée que l'on accorde ces jours-ci au passé politique de Jean-Daniel Lafond vient redoubler le malaise déjà existant autour de la légitimité du poste de gouverneur général. La controverse actuelle entourant le conjoint de la personne désignée met plutôt en évidence les difficultés liées à la persistance d'une institution pré-moderne dans le cadre d'une société démocratique. Une société qui, par ailleurs, s'est engagée dans un processus visant à réformer ses institutions démocratiques, du mode de scrutin jusqu'à la nomination des juges de la Cour suprême. Visiblement, le poste de gouverneur général semble encore échapper à cette volonté de réforme.

Double fond

YVES BEAUCHEMIN

Écrivain

On vient de choisir la nouvelle gouverneure générale, madame Michaëlle Jean. C'est une femme intelligente, jolie, aimable, cultivée, membre d'une minorité visible, avec un passé immaculé. Ottawa vient de faire là une trouvaille, et je dois m'incliner. On comprend la fierté de la communauté haïtienne.

Mais quel dommage tout de même de nommer une personne aussi douée à un poste aussi nul.

Y a-t-il quelque chose, en effet, de plus qu'étaine et lampe à l'huile que la fonction de gouverneur général? Représenter sa Très Britannique Majesté la Reine Elisabeth II, souveraine d'un pays qui nous a conquis en 1759 n'est pas une mince affaire par les temps qui courent. Et passer ses journées à couper des rubans, serrer des mains, remettre des prix adjugés par d'autres, prononcer des discours pensés par d'autres, quelle corvée, quand on y pense! Comment se faire prendre au sérieux?

Mais on voulait rafraîchir à tout prix l'image du gouverneur général et on a trouvé madame Jean.

On a trouvé du même coup son mari, Jean-Daniel Lafond, qui donnera lui aussi un solide coup de plumbeau à une fonction devenue très poussiéreuse. Avec son style décontracté d'ancien hippie, monsieur Lafond est cinéaste, écrivain, intellectuel engagé et n'a peur de rien, ou presque; il s'est même fait construire, dit-on, par l'ancien felquist Jacques Rose une bibliothèque à double fond qui serait susceptible de recevoir des armes afin de faire la révolution. Le courage peut aller jusque-là.

En fait, monsieur Doublefond pratique le double allégeance: il est séparatiste, fréquente des séparatistes, les célèbre dans ses films et ses écrits (Perreault, Ferron, Vallières, Gagnon, etc.) et les engage parfois comme scénariste ou menuisier; mais cela ne l'empêchera pas de faire la promotion de l'unité canadienne dans tout le pays aux côtés de son épouse. Nul doute qu'avec sa prodigieuse souplesse intellectuelle, monsieur Doublefond parviendra à concilier des idéologies aussi opposées. Il appuie ainsi les théories d'un autre fervent Canadien, monsieur Stéphane Dion, qui prétend qu'il vaut mieux avoir deux identités (la québécoise et la canadienne) qu'une seule (la québécoise). Il est vrai que cela ne vaut que pour nous, les Canadiens n'en voulant qu'une seule.

Notre prince consort (qu'on ne sortira peut-être pas souvent) a d'illustres prédécesseurs. Par exemple, Sir George-Étienne Cartier, ex-patriote de 1837, devenu père de la Confédération (on ne choisit pas son père), dont la carrière s'est malheureusement abîmée dans un scandale financier. Des témoins de l'époque disent que, pendant la bataille de Saint-Denis, il s'était caché dans une armoire, qui existe toujours. Gageons qu'elle possède un double fond. Je la verrais très bien à Rideau Hall.

La nouvelle orientation idéologique du prince consort a soulevé beaucoup de critiques. Et qui le défend? Monsieur Jean Lapierre, ministre libéral et transfuge du Bloc québécois! Spectacle sublime. On se croirait au ciel.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jean Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Claire Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (commun Internet), Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (surnuméraire); Pauline Gravel (sciences); Guillaume Bourgault-Côté (surnuméraire); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclou, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (lecteurs); Renée Léo Guimont et Serge Paquin (lecteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médiat), Caroline Montpetit (livre), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lanarche (arts visuels et musique), Frédéric Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Berubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Philippe Papineau (surnuméraire), Eric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraire); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buetty et Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Durrans (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Marie-Hélène Aharie (secrétaires à la rédaction); Marilyn Hamelin, Alexandre Sheldis (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Lapointe (Québec), Rachel Rochefort (Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zernatis, Olivier Zaida, INFORMATIQUÉ Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Roxanne Labelle (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Loli Sénéchal-Berthiaume, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furov, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adiointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

LOCK-OUT

SUITE DE LA PAGE 1

correspondants nationaux. Les émissions régionales comme *L'Ouest en direct* ou *L'Ontario en direct* sont annulées à RDI. Certains correspondants étrangers membres de la Guilde, comme Patrick Brown ou Don Murray, sont tenus au silence.

Dans l'ensemble du Canada la plupart des émissions régionales sont bouleversées. Par exemple, les émissions d'information locales de la radio (l'équivalent de *C'est bien meilleur le matin* dans tous les autres marchés) sont remplacées par une émission nationale enregistrée à Toronto. Sur NewsWorld, on se rabat sur le contenu de BBC World.

Et s'il se passe un événement majeur à Ottawa, par exemple une conférence de presse importante d'un ministre fédéral ou de Paul Martin, habituellement diffusée à RDI et NewsWorld? «*Nous avons des plans d'urgence*» répond sobrement Jason MacDonald, porte-parole de Radio-Canada/CBC.

Mais Radio-Canada promet de diffuser les matchs de la Ligue canadienne de football ainsi que les matchs de la Ligue nationale de hockey dans le marché anglophone, si le lock-out devrait perdurer jusqu'en octobre (la télé française ne diffuse plus au Québec les matchs de la LNH, comme on le sait).

Ce conflit de travail est le cinquième en six ans, et le troisième lock-out, performance difficile pour l'actuel président de Radio-Canada Robert Rabinovitch. Au Québec, on se souvient que le Syndicat des communications avait connu un dur lock-out au printemps 2002.

Après 15 mois de négociations infructueuses les deux parties ont constaté leur désaccord la semaine dernière. Plus de 87 % des syndiqués avaient accordé cet été un mandat de grève à leur comité de négociation. Jeudi dernier la direction de Radio-Canada avait déposé une offre globale prévoyant notamment une augmentation salariale de 2 % par année jusqu'en 2007, offre rejetée par le syndicat. Devant la menace de grève Radio-Canada a décréé le lock-out dimanche soir à minuit.

Le conflit tourne surtout autour de la place des permanents et des contractuels, un domaine pour lequel la direction exige d'obtenir plus de souplesse. Selon Jason MacDonald, 72 % des membres de ce syndicat sont permanents, et Radio-Canada veut avoir le choix d'embaucher un permanent ou un contractuel pour un poste. Les employés actuels qui sont permanents conserveraient leur permanence, mais, à l'avenir, on veut obtenir plus de souplesse pour pourvoir un poste, alors qu'à l'inverse le syndicat veut rendre permanents des postes temporaires.

«*Nous avons un syndicat qui refuse de reconnaître que le monde de la radiodiffusion a changé et que nous avons besoin de plus de souplesse*» ajoute Jason MacDonald.

De son côté la Guilde en a appelé hier au conseil d'administration de Radio-Canada ainsi qu'au cabinet fédéral pour qu'ils «*mettent un terme à cette agression de la part de la haute direction*» de Radio-Canada, selon la présidente du syndicat, Lise Lareau.

Bref, tout semble en place pour un conflit long et difficile. Et le vice-président de la sous-section CBC/Radio-Canada de la Guilde, Pierre Claveau, s'inquiète des répercussions du conflit pour les francophones de l'extérieur du Québec. «*Ces gens-là sont pris en otages: ils n'ont pas beaucoup d'autres moyens de s'informer*» déclare-t-il.

Le Devoir

Sudoku

8	4			6	
3		1		9	
6	9		3	2	5
	5			9	3
		7		2	8
	4		5		
			4	7	
7		6		3	
6			1		8

0034

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

4	2	9	3	7	1	8	6	5
1	7	8	6	4	5	9	2	3
6	3	5	2	8	9	4	1	7
3	5	4	9	1	6	2	7	8
7	9	1	8	2	3	5	4	6
2	8	6	7	5	4	1	3	9
9	4	7	1	3	8	6	5	2
5	6	3	4	9	2	7	8	1
8	1	2	5	6	7	3	9	4

0033

info@les-mordus.com
www.les-mordus.com

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

GAZA

SUITE DE LA PAGE 1

N'empêche, il s'agit en principe d'un pas historique que nous devons consolider et mettre à profit pour le bien de notre peuple, a-t-il souligné.

Alors que les projecteurs étaient braqués sur la bande de Gaza, l'armée israélienne a annoncé dans la soirée avoir achevé l'évacuation de deux colonies isolées du nord de la Cisjordanie sur quatre, abritant 500 colons, promises au démantèlement. «*L'évacuation de Ganim et de Kadim a été réalisée avec succès*», a déclaré un porte-parole de l'armée.

Dans la bande de Gaza, des soldats et des policiers israéliens ont distribué dans une certaine confusion des ordres aux colons les sommant de partir de leur plein gré d'ici à minuit ce soir, faute de quoi ils seraient évacués par la force vers le territoire israélien.

Dans la colonie de Neve Dekalim, la principale de Gaza, la police s'est heurtée à des manifestants hostiles au retrait avant de pénétrer dans la colonie pour distribuer les ordres d'évacuation.

À la mi-journée toutefois, un convoi de camions transportant des conteneurs a pénétré dans la colonie sans être inquiété par les manifestants pour charger le déménagement des colons souhaitant partir de leur plein gré.

À Morag, une colonie du sud de la bande de Gaza, des colons ont étreint des officiers et d'autres, en larmes, ont expliqué qu'ils ne voulaient pas quitter leur maison, tandis qu'un député d'extrême-droite, Benny Eilon (Union nationale), tentait de convaincre les militaires de désobéir aux ordres.

Dans plusieurs colonies, les opposants au retrait ont bloqué les entrées à l'aide de boueilles, de pneus et de barbelés avant de faire leur prière du matin.

De 700 à 800 familles, soit la moitié des colons encore présents dans la bande de Gaza, auront quitté volontairement ce territoire d'ici à ce soir, a pour

sa part estimé le conseiller pour les affaires stratégiques d'Ariel Sharon.

Quelques heures après le début de la distribution des ordres d'évacuation, le gouvernement israélien a voté comme prévu le démantèlement des 15 colonies de Gush Katif, le principal bloc de colonies de la bande de Gaza.

À peine le compte à rebours lancé à Gaza, M. Mofaz a annoncé qu'Israël entendait garder le contrôle de six blocs de colonies en Cisjordanie. Ces implantations détermineront «*le tracé de notre frontière orientale qui doit être défendable et nous assurer une profondeur stratégique*», a-t-il estimé. Mais pour le principal négociateur palestinien, Saëb Erakat, «*si le gouvernement israélien souhaite la paix, il lui faudra choisir entre la paix ou les colonies*».

Les blocs de colonies qu'Israël entend conserver regroupent la majorité des 240 000 colons israéliens en Cisjordanie. Ce chiffre ne comprend pas les quelque 200 000 habitants des quartiers israéliens construits à Jérusalem-est annexée par l'État hébreu.

À de multiples reprises, Ariel Sharon a rejeté toute concession sur les grands blocs de colonies de Cisjordanie en affirmant qu'Israël avait l'intention de les annexer à terme. «*Les blocs de colonisation continueront à exister, ils seront reliés territorialement à l'État d'Israël, je ne négocierai en aucun cas sur Jérusalem, de même qu'il n'y aura pas de retour des réfugiés palestiniens de 1948 en Israël*», a-t-il réaffirmé le 10 août.

Pour sa part, Washington a appelé hier Israéliens et Palestiniens à coopérer pour faire du retrait israé-

L'évacuation des 21 colonies de la Bande de Gaza



lien de la bande de Gaza un succès, soulignant que les opérations prendraient du temps.

«*Ce processus prendra plusieurs semaines*», a souligné le porte-parole du département d'État, Sean McCormack. «*Ce qui est crucial, c'est que les Israéliens et les Palestiniens travaillent ensemble pour faire du retrait un succès, pour s'assurer que le retrait se déroule dans une atmosphère de calme*».

Agence France-Presse et Reuters

NADER

SUITE DE LA PAGE 1

«*Je viens à Montréal pour dire aux Canadiens, surtout aux jeunes, que c'est à eux de changer la société, affirme-t-il. Que c'est entre leurs mains beaucoup plus qu'entre celles des politiciens. L'environnement, la sécurité, la santé, le bien-être, l'emploi... on peut s'occuper de tout dans les différents organismes qui existent, mais aussi grâce à de petits gestes quotidiens. Les citoyens peuvent avoir une grande influence, et ils doivent l'utiliser*».

C'est ce que lui a décidé de faire il y a maintenant 40 ans. Après avoir usé les bancs d'école des prestigieuses facultés de droit des universités Princeton (1955) et Harvard (1958), où il a été diplômé des deux fois, le jeune homme du petit village de Winsted, au Connecticut, a commencé à s'impliquer dans différents organismes citoyens.

En 1965, Ralph Nader apparaît sur le radar politique pour la première fois, grâce à un livre explosif, *Unsafe at any Speed*, qui lance un énorme pavé dans la mare de l'industrie automobile. Il y critique sévèrement la qualité des véhicules et particulièrement leur dispositif de sécurité. Le Sénat mandate alors un sous-comité pour enquêter sur cette industrie. Résultat: une série de lois et de règles sont adoptées pour resserrer les mesures de sécurité des véhicules. Ralph Nader a alors 31 ans et il vient de se faire un nom.

Un nom qu'il utilisera à toutes les sauces de la défense des consommateurs. Au fil des années, il se fait le champion du citoyen moyen, le trouble-fête par excellence des grandes entreprises et du gouvernement américain. Bien avant la flamboyance d'un Michael Moore, il y avait Ralph Nader. Jusqu'à ce jour, il a appuyé ou lancé 49 organismes dans tous les domaines, de l'environnement à la réforme du Congrès américain. Son premier bébé a vu le jour à Washington en 1969, alors qu'il fondait le Center for Study of Responsive Law. Puis, en 1971, il lançait ce qui reste encore aujourd'hui son vaisseau amiral, le Public Citizen, qui compte plus de 100 000 membres en règle. Le *New York Times* disait de Ralph Nader que «*la dif-*

férence entre lui et les autres critiques de la société, c'est qu'il est allé plus loin, passant de la critique à l'action concrète».

Le saut en politique

Puis, coup de tonnerre en 1996, alors qu'il décide de se lancer dans la course à la présidence des États-Unis. Les médias d'un bout à l'autre du pays parlent de cette candidature-surprise pour le Parti vert, mais les résultats ne sont pas au rendez-vous. Il termine quatrième, avec seulement 0,8 %, des votes répartis dans les 22 États où il figurait sur le bulletin de vote. «*En 1996, c'était davantage symbolique. Je me suis présenté pour les Verts dans le but de faire un coup d'éclat. En 2000, là, c'était pour vrai*», dit-il.

Il récolte alors 2,7 % des voix, bon pour une troisième place et 2,9 millions de votes dans 44 États. Les critiques fusent alors de toutes parts dans le camp des démocrates et des progressistes en général. C'est que la présidentielle de 2000, on s'en souvient, s'est décidée sur le fil du rasoir, la Cour suprême devant trancher le litige du recensement en Floride, où la victoire de Bush a été consacrée par moins de 600 voix. Or, Ralph Nader a obtenu 1,6 % en Floride. Il n'en fallait pas plus pour qu'on l'accuse d'avoir barré la route au démocrate Al Gore au profit de Bush.

Encore aujourd'hui, il rejette ces critiques du revers de la main. «*Ça n'a pas de sens! Tranchez-t-il. Les démocrates ont fait beaucoup trop d'erreurs en 2000, ça n'a rien à voir avec moi. En plus, tous les citoyens ont le droit de se présenter à une élection. C'est ça, la démocratie*». Mais pourquoi avoir plongé, si la politique n'est pas le nerf de la guerre, comme il l'affirme lui-même. «*Après avoir vu pendant 20 ans les démocrates agir comme des républicains, je me suis dit qu'il fallait y aller et tenter de faire quelque chose. La seule façon de briser ce système, c'est d'essayer et d'essayer encore*».

C'est d'ailleurs le même message qu'il livre dans le cas de l'action citoyenne. Sur son site Internet, on peut lire qu'«*il faut toujours maintenir la pression [sur le gouvernement], même si vous perdez. L'essence du mouvement citoyen, c'est la ténacité, la persévérance*». C'est ce qu'il a fait en se présentant encore une fois à la course présidentielle de l'an dernier, où il a re-

cueilli 1 % (411 304 voix). Va-t-il se présenter en 2008? «*C'est trop tôt pour le dire*», dit-il simplement.

Mais entre-temps, il regarde la politique américaine avec un œil à la fois triste et rageur. «*C'est le système politique démocratique le plus difficile du monde pour un troisième parti. C'est une véritable dictature entre les deux grands partis, qui se font des lois pour s'avantager l'un et l'autre. Ils maintiennent leur domination ensemble*».

Mais y a-t-il une place pour une solution progressiste aux États-Unis? «*Oui, mais cette voix a été marginalisée par les démocrates au fil des années*, répond-il. *Il y a beaucoup plus de progressistes aux États-Unis que ce que les citoyens des autres pays de la planète peuvent penser*».

Selon Ralph Nader, même cette Amérique que l'on perçoit comme profondément divisée en deux camps qui se regardent en chiens de faïence n'est pas réelle. «*Notre pays est actuellement divisé parce que les républicains de Bush mettent l'accent sur un conservatisme moral. Ça galvanise leurs troupes, alors que, de l'autre côté, les démocrates ont oublié leur créneau porteur, celui de l'économie qui apporte au bout du compte une meilleure qualité de vie. Les démocrates doivent parler plus d'environnement, de transport public, de santé, etc. En faisant cela, on verrait que l'Amérique n'est pas si divisée et que les "red states" [États qui votent républicain] ne sont pas si nombreux*».

En attendant la prochaine élection, Ralph Nader prononce des conférences un peu partout et continue son activisme citoyen. «*Actuellement, je travaille à arrêter cette sale guerre en Irak, cette guerre injustifiable*, dit-il. *Les sondages montrent que la majorité des Américains sont contre cette guerre et veulent qu'on se retire. C'est Bush qui représente la minorité. Alors, je passe mon temps à organiser la majorité pour qu'elle se fasse entendre. Je travaille à donner de l'influence au simple citoyen*».

Ralph Nader sera en conférence à la salle Pierre-Mercure dans le cadre du Festival citoyen de l'INM, mercredi 17 août à 19h.

Le Devoir

OUIGOURS

SUITE DE LA PAGE 1

Les fils du Ciel avaient autre chose en tête; cette croissance en équilibre instable sur les marches barbares, il fallait bien la siniser, puisque le Xinjiang, terre de l'ethnie ouïgoure, turcophone, est aussi terre d'islam.

On a beau être ici dans une Chine qui ne ressemble pas à l'image que l'on s'en fait, cette ancienne grande étape obligée sur la Route de la soie n'a pas échappé à la griffe des bâtisseurs du monde post-maoïste. Les bulldozers ont creusé de larges avenues en tranchant à vif dans la chair de la ville. La place de la grande mosquée, construite en 1442, endommagée durant la révolution culturelle et restaurée depuis, semble avoir rétréci.

De facétieux architectes chinois ont rasé d'horribles bâtiments construits dans les années 1950 en les remplaçant par des immeubles d'inspiration vaguement islamique d'où s'élancent de simili-minarets illuminés par des projecteurs tournants. Autrefois, il y avait ici un marché surmonté d'une tour d'horloge, il est vrai assez disgracieuse. Tout cela a disparu, laissant place à un vaste forum, affublé d'une sorte de château Disneyland gonflable où les enfants peuvent rebondir sur un monde caoutchouté.

Voici pour l'horrible; portons maintenant nos pas dans l'univers de la beauté du temps passé. La vieille ville musulmane, donc, a résisté aux outrages du contemporain. Quitte parfois à devenir — mais c'est le cas partout — la vieilleries touristique mise en avant au nom d'un passé mémoriel dont le Chinois puise une fierté jamais démentie.

Il suffit de se perdre dans les ruelles autour de la mosquée pour retrouver le désordre de l'Asie centrale. Les hommes sont coiffés de petites calottes carrées, les femmes portent de légères voiles. Certaines, mais elles sont en minorité, ont leur visage mangé par un hidjab, mais d'autres, qui marchent en robe, jeans ou en jupe rappellent plus l'Orient soviétique, communiste et laïque, que son équivalent islamiste version pakistano-afghane.

C'est là que Mohammed — on l'appellera comme ça puisque, dans cette province, personne n'ose dire son nom — nous entraîne toujours plus avant dans le silencieux labyrinthe d'un Afghanistan chinois. Ici, la Chine a cessé d'exister, sauf quand le sommet d'un building incongru nous fait la deviner au détour d'un passage.

Mohammed est étudiant, fine moustache, habillé

à l'occidentale. Jadis, il allait à la mosquée et il ne buvait pas. Aujourd'hui, il ne va plus à la mosquée et il boit. Pas islamiste, pas militant, s'exprimant en bon anglais et aussi en mandarin (ce qui est loin d'être le cas d'une bonne partie des locaux), mais avant tout ouïgour comme on va le voir. Car comme bien d'autres, on ne peut pas dire qu'il porte les Chinois dans son cœur. Chinois, c'est-à-dire Han, l'ethnie principale des 1,3 milliard d'habitants de la République populaire.

Dans leur écrasante majorité, les Ouïgours semblent considérer que cette terre est la leur, comme l'a prouvé la réémergence d'une mouvance séparatiste qui utilise les républiques voisines du Kazakhstan et du Kirghizstan comme bases de repli. En 1980, de violentes émeutes éclatèrent à Aksu, au nord de Kachgar; en 1995 et 1997, de sérieux troubles se produisirent à Yining, tout au nord de la province. Toujours en 1997, plusieurs bombes attribuées à des indépendantistes explosèrent dans des bus de Pékin.

Vint s'ajouter la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan puis l'intervention américaine au cours de laquelle des Ouïgours — dont le nombre reste difficile à déterminer — se sont retrouvés dans les rangs des supporters du leader taliban, voire d'al-Qaïda et de Ben Laden... Quant au régime chinois, il se frotte les mains depuis le 11 septembre 2001 en jouissant — partiellement — de l'aval américain et international dans sa lutte contre le terrorisme. Le résultat en est une répression accrue contre toute forme d'organisation religieuse soupçonnée de collusion avec islamistes et séparatistes (les deux étant parfois exclusifs l'un de l'autre), avec son cortège d'emprisonnements arbitraires et de mises au pas musclées.

Revenons à Mohammed: assis en tailleur dans une tchaikhana, une maison de thé traditionnelle, le jeune homme se tord le cou pour inspecter l'alentour avant de ne pas oser répondre à la question: «*Quels sont les rapports entre Han et Ouïgours?*» «*Je n'ai pas envie de parler de ce genre de sujet ici*», souffle-t-il. Un peu plus tard, dans une cour isolée de la grande mosquée, il ose cette phrase: «*Quatre-vingt-quinze pour cent des Ouïgours ne songent qu'à une chose: leur indépendance et le départ des Chinois*».

Venus en masse depuis Mao pour coloniser le Grand Ouest, des millions de Han se sont implantés, pas forcément dans la joie et la bonne humeur, c'est-à-dire pas nécessairement de leur plein gré. Le résultat étant que les quelque huit millions de Ouïgours sont maintenant en minorité au Xinjiang, dont la population totale frôle les vingt millions d'âmes.

La scène qui suit se déroule tard dans la nuit, tout

près de l'ancien consulat russe. Nous buvons une bière avec M. Liu, propriétaire d'un modeste établissement. M. Liu n'est pas très heureux ici, même s'il y est né. M. Liu est chinois et n'aime pas trop les Ouïgours. Arrive un représentant assez aviné de cette minorité.

M. Liu refuse de lui servir à boire. Le Ouïgour, qui confie bruyamment à l'honorable étranger être professeur d'université, peste soudain — et en anglais — contre «*ces salopards de Chinois, nos ennemis*». M. Liu, qui ne parle que chinois, comprend le message et s'efforce de chasser l'importun. Le professeur maugrée et s'en va uriner sur un mur. Fin d'une scène qui en dit long.

C'est à Urumqi, chef-lieu de la province, à une journée et demie de train plus au nord, que le hasard nous permettra d'en comprendre un peu plus. Nous voici de retour dans la Chine du présent: un million de personnes s'entassent dans ce cauchemar de béton, vitrine d'un Xinjiang encore pauvre mais dont la capitale élançait résolument à l'assaut du firmament des gratte-ciel qui semblent avoir poussé au hasard.

C'est là que nous rencontrons un Ouïgour dont nous taïrons le nom et la fonction. L'homme est membre du parti, mais il avoue y avoir adhéré pour des raisons de pur opportunisme. Dans une boîte de nuit à la musique assourdissante, l'individu nous livre le fin mot de l'affaire: «*Il existe encore des groupes extrémistes qui veulent l'indépendance, finit-il par nous confier après une bouteille de vin. Certains d'entre eux sont des islamistes, d'autres des démocrates à l'occidentale et des tenants de la laïcité version Atatürk. Mais ils ont été décimés par la police chinoise*».

«*Quatre-vingts pour cent des Ouïgours, continue-t-il, sont des paysans facilement manipulables par des musulmans radicaux; je ne partage évidemment pas les options politiques de ces fondamentalistes. Mais les Chinois ont monopolisé les postes de responsabilité et leurs fonctionnaires sont souvent si corrompus que l'on a le sentiment de ne pas être chez nous*». Faut-il rappeler que le Xinjiang porte le joli nom de «*Région autonome ouïgoure*»?

Si tard dans la nuit d'Urumqi, la vision des femmes musulmanes en robe qui ont envahi la piste du night-club rappelle tout de même au voyageur que l'absence de liberté d'expression se conjugue ici avec la possibilité de danser, de faire la fête et de boire à son aise. On est en Chine, on croit parfois ne pas y être; on est en terre d'islam, on n'est décidément pas en Afghanistan.

Le Monde

Demain: Le trésor perdu du Gobi